

# RAPPORT SUR L'ÉQUILIBRE ENTRE LES SEXES

Assemblée parlementaire de l'OSCE

## JUILLET 2019



***Intégration des questions de genre et analyse intersectionnelle  
des principales questions touchant la région de l'OSCE :  
conflits, migrations et changements climatiques***

Présenté par

D<sup>re</sup> Hedy Fry, représentante spéciale de l'AP OSCE

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>I. RÉSOLUTIONS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ ET LA JEUNESSE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ</b>	<b>3</b>
<b>II. INTÉGRATION DES QUESTIONS DE GENRE ET ANALYSE INTERSECTIONNELLE : DES POINTS DE VUE NÉCESSAIRES</b>	<b>4</b>
A. Des conceptions culturelles malsaines et dangereuses de la masculinité	5
B. Expériences et besoins des jeunes femmes et des filles	7
C. Expériences des jeunes LGBTQ2	9
D. Les stéréotypes au sujet des jeunes	10
E. Conclusions concernant l'intégration des questions de genre et l'analyse intersectionnelle	12
<b>III. INTÉGRATION DES QUESTIONS DE GENRE ET ANALYSE INTERSECTIONNELLE DES PRINCIPAUX ENJEUX AUXQUELS FONT FACE LES ÉTATS PARTICIPANTS DE L'OSCE</b>	<b>13</b>
A. Jeunesse, genre et conflits	13
1. Les stéréotypes liés à la jeunesse et au genre dans les conflits	13
2. Meilleure intégration des jeunes et de la question du genre dans les programmes de paix et de sécurité	15
3. Initiatives de l'OSCE sur les jeunes, le genre et les conflits	16
B. Jeunes, genre et migration	18
1. Moteurs de la migration des jeunes	19
2. Risques pour la sécurité auxquels font face les migrants dans leur voyage	21
3. Enfants et jeunes non accompagnés et séparés	23
4. Arrivée dans les pays hôtes et intégration	24
5. Initiatives de l'OSCE pour les jeunes, l'égalité des sexes et la migration	28
C. Les jeunes, l'égalité des sexes et le changement climatique	29
1. Intégration de l'égalité des sexes et changement climatique	29
2. Mobilisation des jeunes en réponse au changement climatique	31
3. Initiatives de l'OSCE pour les jeunes, l'égalité des sexes et le changement climatique	32
<b>IV. LE SEXE DES EMPLOYÉS DES STRUCTURES GOUVERNEMENTALES DE L'OSCE</b>	<b>35</b>
<b>A. Secrétariat de l'OSCE</b>	<b>36</b>
<b>B. Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH)</b>	<b>36</b>
<b>C. Haut-commissariat pour les minorités nationales (HCMN)</b>	<b>37</b>
<b>D. Bureau du représentant pour la liberté des médias (BRLM)</b>	<b>37</b>
<b>E. Détachements au Secrétariat ainsi que dans les institutions et les missions de terrain</b>	<b>37</b>
<b>F. Opérations de terrain : Égalité des sexes parmi les employés</b>	<b>37</b>
<b>V. REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LA MISSION SPÉCIALE D'OBSERVATION EN UKRAINE</b>	<b>38</b>
A. Plan d'action pour l'égalité des sexes	38
B. L'égalité des sexes dans l'effectif de la MSO	39
<b>VI. L'ÉQUILIBRE ENTRE LES SEXES CHEZ LES AMBASSADEURS DE L'OSCE À VIENNE ET LES REPRÉSENTANTS PERMANENTS AU CONSEIL PERMANENT DE L'OSCE</b>	<b>40</b>

<b>VII. L'ÉQUILIBRE ENTRE LES SEXES À L'AP OSCE</b>	<b>41</b>
A. Données sur le répertoire des membres	42
B. Initiative visant à accroître la participation des femmes	42
C. Le sexe des employés du Bureau	43
1. Présidentes et vice-présidentes de l'AP OSCE	43
2. Agents des commissions générales de l'AP OSCE	44
D. Participation des femmes parlementaires aux réunions annuelles de l'AP OSCE (2009-2015)	44
E. Représentation féminine dans les missions d'observation électorale de l'AP OSCE en 2018-2019	45
F. Personnel permanent du Secrétariat international de l'AP OSCE	47
G. Programme international d'aide à la recherche	47
H. Représentation féminine dans les parlements nationaux des États membres de l'OSCE	47
<b>CONCLUSION</b>	<b>48</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>49</b>

## INTRODUCTION

---

On a tendance à considérer la sécurité comme une question d'affaires militaires, mais le concept de sécurité globale de l'OSCE – qui comprend les dimensions politico-militaires, économiques et environnementales, ainsi que les dimensions humaines – est une façon plus multidimensionnelle, et donc plus exacte, d'envisager la sécurité sous l'angle de la personne. Lorsque nous adoptons cette conception plus large de la sécurité, nous reconnaissons que la sécurité et le bien-être de nos citoyens sont aussi importants que la sécurité de nos frontières. C'est dans cette optique que le rapport sur l'équilibre entre les sexes de cette année examinera les questions de genre, de jeunesse<sup>1</sup>, de paix et de sécurité.

Le rapport commence par une brève description des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) et un appel à une plus grande intégration entre le programme Femmes, paix et sécurité (FPS) et le programme Jeunesse, paix et sécurité (JPS). Il reconnaît ensuite l'importance d'une analyse intersectionnelle des politiques et des programmes afin de déterminer les besoins des différents groupes et de s'assurer que nous partageons tous la tâche et les avantages de promouvoir la paix, d'assurer la sécurité et de faire face aux menaces croissantes, comme les changements climatiques. Le rapport se penche également sur l'interaction entre les jeunes, le genre et d'autres facteurs identitaires et la façon dont ils interagissent dans les situations de conflit, dans les processus migratoires et dans les efforts de lutte contre les changements climatiques.

Ce rapport est un appel lancé à l'OSCE pour qu'elle remette en question les stéréotypes néfastes à l'égard des jeunes et qu'elle les considère plutôt comme un groupe complexe et diversifié de personnes distinctes ayant une capacité énorme d'être des agents de changement positifs. Les jeunes ne sont pas fidèlement reflétés par des stéréotypes qui renforcent la perception qu'ils sont violents et vulnérables à l'extrémisme. Comme l'ont démontré les récentes grèves climatiques et les mouvements précédents qui luttent pour l'égalité raciale et les droits civiques, les jeunes ont souvent été à l'avant-garde d'importants changements sociétaux qui ont amélioré la qualité de vie et la sécurité de nos collectivités.

## I. RÉSOLUTIONS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ ET LA JEUNESSE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

---

Le 23 avril 2019, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 2467 sur la violence sexuelle en période de conflit, la neuvième résolution portant sur les femmes, la paix et la sécurité. Cette résolution contient des engagements à lutter contre la violence sexuelle dans les situations de conflit armé et appelle à mieux répondre aux besoins des victimes de violence sexuelle dans les situations de conflit. Toutefois, contrairement aux résolutions 1889 (2009), 2106 (2013) et 2122 (2013) précédentes portant sur les femmes, la paix et la sécurité, la résolution 2467 ne fait pas mention des besoins en matière de santé sexuelle et reproductive des survivantes. En excluant la référence à ces services, qui comprennent l'avortement sécuritaire, les opérations des fistules, la contraception d'urgence et d'autres services de santé nécessaires, la résolution omet « un engagement à l'égard de l'un des besoins les plus essentiels et pratiques des victimes<sup>2</sup> ». Certains membres du Conseil de sécurité, dont le Royaume-Uni, la France et la Belgique, ont exprimé leur déception à l'égard de cette omission, reconnaissant que les victimes ont

---

<sup>1</sup> Il n'y a pas de définition universellement reconnue de la jeunesse, mais aux fins du présent rapport, nous parlons des adolescents et des jeunes adultes.

<sup>2</sup> Fionnuala Ní Aoláin, « [Cutting the Substance of a Security Council Resolution on Sexual Violence](#) », *Just Security*, 24 avril 2019 [TRADUCTION].

un besoin aigu d'avoir accès à des soins de santé sexuelle et reproductive<sup>3</sup>. Lorsque le Conseil de sécurité de l'ONU adopte des résolutions sur les femmes, la paix et la sécurité, il faut tenir compte de tous les besoins des femmes et des jeunes, comme ils les expriment, notamment ceux qui concernent la santé et les droits sexuels et reproductifs.

Malgré des revers comme l'exclusion de termes importants de la résolution 2467 du Conseil de sécurité de l'ONU, le programme FPS est bien établi, la première résolution du Conseil de sécurité sur ce sujet ayant été adoptée en 2000. De plus, en 2005, la question des enfants et des conflits armés a été abordée pour la première fois dans la résolution 1612 du Conseil de sécurité. Ce n'est que récemment, en 2015, que la perspective s'est élargie pour inclure les jeunes avec l'adoption de la résolution 2250 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la jeunesse, la paix et la sécurité.

S'appuyant sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité et les résolutions subséquentes sur les femmes, la résolution 2250 souligne le rôle des jeunes dans la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité<sup>4</sup>. Néanmoins, les observateurs font remarquer que, bien que les résolutions sur les femmes, la paix et la sécurité soient rappelées dans la résolution 2250, « le genre n'est pas suffisamment mentionné et intégré dans la résolution elle-même<sup>5</sup> ». Il est clair que les programmes FPS et JPS bénéficieraient d'une plus grande intégration, comme nous l'expliquons plus en détail ci-dessous.

## II. INTÉGRATION DES QUESTIONS DE GENRE ET ANALYSE INTERSECTIONNELLE : DES POINTS DE VUE NÉCESSAIRES

---

Nos perspectives sur le concept de « sécurité » varient en fonction de nombreuses variables comme le stade de la vie, le sexe, la race et le handicap. Bien que l'intégration des questions de genre (aussi appelée analyse comparative entre les sexes) soit bien connue dans les milieux politiques internationaux, l'intersectionnalité l'est moins. L'analyse intersectionnelle se définit comme suit :

la façon complexe et cumulative dont les effets de multiples formes de discrimination (comme le racisme, le sexisme et le classisme) se combinent, se chevauchent ou se recoupent, en particulier dans l'expérience des personnes ou des groupes marginalisés<sup>6</sup>.

L'analyse intersectionnelle dans l'élaboration de politiques et de programmes est un élément essentiel pour s'assurer que les différents besoins sont définis, pris en compte et comblés, et que toutes les voix sont entendues lorsque les priorités sont établies.

La violence et les conflits sont vécus différemment selon le sexe, l'âge et d'autres facteurs identitaires, ce qui signifie que nos besoins en matière de sécurité sont également différents. Par exemple, les jeunes

---

<sup>3</sup> Liz Ford, « [UN waters down rape resolution to appease US's hardline abortion stance](#), », *The Guardian*, 23 avril 2019.

<sup>4</sup> Les autres résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies portant sur les femmes, la paix et la sécurité comprennent les suivantes : 1820 (2008), 1889 (2009), 1960 (2010), 2106 (2013), 2122 (2013) et 2242 (2015). La résolution 2419 (2018) est la deuxième résolution sur la jeunesse, la paix et la sécurité.

<sup>5</sup> ONU Femmes, [Young Women in Peace and Security: At the Intersection of the YPS and WPS Agendas](#) [TRADUCTION].

<sup>6</sup> Termium, « [intersectionnalité](#) ».

femmes sont les plus à risque dans la sphère privée, où elles sont le plus souvent victimes de violence sexuelle et sexiste, bien que leur risque de faire face à la violence dans la sphère publique augmente dans les situations de conflit armé, de violence politique et de crise. Ces expériences et ces risques contrastent avec ceux des jeunes hommes qui sont plus à risque dans la sphère publique, où ils sont plus susceptibles de connaître une mort violente que dans la sphère privée, même en temps de paix<sup>7</sup>. La communauté lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre, queer et bispirituelle (LGBTQ2)<sup>8</sup> est particulièrement vulnérable et exposée à des risques de violence, de discrimination et de stigmatisation dans les sphères publique et privée<sup>9</sup>.

On reconnaît de plus en plus que l'analyse comparative entre les sexes ne devrait pas se limiter aux femmes et aux filles. En effet, nous savons maintenant que les politiques et les programmes doivent également tenir compte des répercussions sur les hommes et les garçons, ainsi que sur les personnes non binaires (les personnes qui ne cadrent pas avec le concept binaire d'homme ou de femme); ces personnes doivent être impliquées. Le fait de concentrer les efforts d'égalité entre les sexes sur les femmes et les filles sans tenir compte des besoins et des expériences des hommes et des garçons n'a pas donné lieu à une véritable égalité entre les sexes. Pour encourager une plus grande participation des hommes à la promotion de l'égalité entre les sexes, il faut s'attaquer aux problèmes qui touchent les hommes et les garçons, comme les normes sociales malsaines et les types de violence qui les touchent, afin qu'ils puissent constater les avantages généraux de la sécurité humaine, de l'autonomisation des femmes et de l'égalité entre les sexes<sup>10</sup>. Il faut aussi tenir compte des expériences uniques des différents groupes d'âge.

Dans l'*Acte final d'Helsinki*, les États participants se sont mis d'accord sur l'objectif d'« assurer des conditions dans lesquelles les peuples puissent vivre dans un état de paix véritable et durable à l'abri de toute menace ou atteinte à leur sécurité<sup>11</sup> ». Les rôles liés au sexe sont complexes et ancrés dès le plus jeune âge. Ils sont affectés par la culture, la religion, les facteurs économiques et le contexte politique et sociale<sup>12</sup>. De même, le terme « jeune » fait référence à un groupe vaste et diversifié. Les perceptions courantes selon lesquelles les jeunes, en particulier les jeunes hommes, sont enclins à la violence sont inexactes, comme on le verra plus loin. Ce n'est qu'en remettant en question les stéréotypes et en permettant aux gens d'être ce qu'ils sont, plutôt que d'être limités par des stéréotypes, que nous pourrions créer des communautés vraiment inclusives et sûres pour tous qui reflètent les idéaux du document fondateur de l'OSCE. La section suivante explique comment cela peut se faire.

## **A. Des conceptions culturelles malsaines et dangereuses de la masculinité**

Nous ne pouvons pas nous fier aux stéréotypes. Il est important de reconnaître la diversité des expériences individuelles qui découlent des défis et des expériences uniques que nous avons tous vécus.

---

<sup>7</sup> Graeme Simpson, [Les absents de la paix : Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité](#), Fonds des Nations Unies pour la population et Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies, p. 95.

<sup>8</sup> Bien que le terme LGBT soit souvent utilisé à l'OSCE, on utilise LGBTQ2 dans le présent rapport pour englober une gamme accrue d'identités.

<sup>9</sup> Simpson, p. 95.

<sup>10</sup> OSCE, [Rapport du MenEngage Expert Meeting, Vienne, Hofburg, 23-24 novembre 2017](#), p. 3 (Résumé de la déclaration de la conférencière d'honneur, directrice de *Gender Justice and Women's Rights* à Oxfam GB, Nikki van der Gaag).

<sup>11</sup> Voir le préambule de l'[Acte final d'Helsinki](#).

<sup>12</sup> Fonds des Nations Unies pour la population, « [Impliquer les hommes et les garçons](#) ».

Les discussions à propos du genre sont généralement axées sur les femmes et les filles. Néanmoins, on reconnaît de plus en plus que certaines conceptions culturelles de la masculinité ont des répercussions négatives sur les hommes et les garçons, à savoir qu'un homme doit être dur, sans émotion, puissant et dominant. Non seulement ces conceptions culturelles de la masculinité sont inexactes, mais elles peuvent aussi être dangereuses. Comme l'indique un rapport récent :

La violence fondée sur le sexe est étroitement liée à la division inégale des pouvoirs entre les femmes et les hommes, dont les causes découlent directement de la position subordonnée des femmes dans la hiérarchie des relations familiales et de la stratification sociale<sup>13</sup>.

Nos familles sont des exemples et des modèles clés de la dynamique de genre pour les jeunes, ce qui entraîne des répercussions positives et négatives. Des études montrent que les hommes qui ont vu leur père agresser leur mère sont plus susceptibles d'infliger des mauvais traitements à leur propre partenaire plus tard dans la vie<sup>14</sup>. Sans intervention, le cycle de la violence se poursuit. En revanche, on a constaté que les hommes dont le père s'occupait de la garde d'enfants ou de tâches domestiques s'occupaient davantage de la garde d'enfants et des tâches domestiques eux-mêmes<sup>15</sup>. Comme l'indique un rapport :

La participation des hommes à des activités traditionnellement féminines, comme le fait de prodiguer des soins, est également un acte politique puissant; les hommes qui s'impliquent comme soignants montrent à la prochaine génération de garçons et de filles, tant à la maison que dans leur communauté, que les soins doivent être partagés également entre les femmes et les hommes<sup>16</sup>.

À mesure que les conceptions de la masculinité évoluent, il est difficile pour certains hommes de s'adapter, en particulier ceux qui manquent d'éducation, de formation et de possibilités économiques. Nous pouvons voir les résultats à travers la réaction hostile actuelle contre le féminisme dans de nombreuses sociétés et la proportion plus élevée d'hommes qui voteraient pour des partis d'extrême droite dans divers pays de l'OSCE<sup>17</sup>. En même temps, des groupes comme *Men Can Stop Rape*, qui travaille aux États-Unis, ainsi que la *Young Men Initiative* et *Be A Man! Club*, dans les Balkans, font un travail important pour promouvoir des conceptions positives de la masculinité chez les jeunes dans les écoles secondaires et les universités<sup>18</sup>.

Les jeunes hommes font également face à leurs propres défis – par exemple, ils prennent du retard par rapport aux filles, en moyenne, en matière de rendement scolaire<sup>19</sup>. Cela peut entraîner de la frustration et un sentiment d'impuissance. Des efforts sont déployés pour régler ce problème en offrant des livres sur

---

<sup>13</sup> Fonds des Nations Unies pour la population, gouvernement du Royaume-Uni, *Ministry of Social Policy* de l'Ukraine, [Masculinity Today: Men's Attitudes to Gender Stereotypes and Violence Against Women](#), 2018, p. 5 [TRADUCTION].

<sup>14</sup> Campagne du ruban blanc, [Issue Brief :Engaging Men and Boys to Reduce and Prevent Gender-Based Violence](#), avril 2011.

<sup>15</sup> G. Barker et coll., [Evolving Men: Initial Results from the International Men and Gender Equality Survey \(IMAGES\)](#), Washington, D.C.: International Center for Research on Women (ICRW) et Rio de Janeiro: Instituto Promundo, janvier 2011, p. 61.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 61 [TRADUCTION].

<sup>17</sup> « [Men adrift](#) », *The Economist* [Men adrift].

<sup>18</sup> Simpson, p. 50; Care, [Young Men Initiative](#).

<sup>19</sup> Daniel Voyer et Susan D. Voyer, « [Gender differences in scholastic achievement: A meta-analysis](#) », *Psychological Bulletin*, vol. 140, n° 4, juillet 2014.

des sujets que les garçons et les jeunes hommes sont plus susceptibles d'aimer, en permettant plus de mouvements physiques pendant les cours et en donnant plus de pauses. Les chercheurs cherchent à comprendre les préjugés anti-garçons parmi les enseignants et l'avantage potentiel d'augmenter le nombre d'enseignants masculins<sup>20</sup>.

Les hommes, y compris les adolescents, sont plus à risque de suicide que les femmes. En Europe, par exemple, les hommes sont quatre fois plus susceptibles que les femmes de se suicider<sup>21</sup>. Les statistiques pour le Canada sont semblables, bien que les femmes fassent trois ou quatre fois plus souvent des tentatives de suicide que les hommes<sup>22</sup>. Des recherches menées au Mexique, aux États-Unis et au Royaume-Uni ont conclu que :

[les jeunes hommes] qui se sentent contraints d'endosser des identités masculines associées à l'agressivité, à la performance sexuelle, à l'autosuffisance et à des normes sexistes rigides présentent des taux particulièrement élevés d'idées suicidaires, craignent de paraître vulnérables et sont plus susceptibles d'adopter des « comportements à risque » et de se montrer agressifs envers les hommes et les femmes, notamment sous la forme du harcèlement sexuel<sup>23</sup>.

Nos attentes liées au genre envers les hommes les rendent dangereux pour eux-mêmes et pour ceux qui les entourent.

Des niveaux d'études supérieures et le jeune âge ont été identifiés comme des facteurs qui influencent positivement les pratiques et les attitudes des hommes en matière d'égalité entre les sexes<sup>24</sup>. Selon ONU Femmes, l'adolescence et le début de l'âge adulte sont « une période critique offrant l'occasion de faire comprendre aux garçons et aux jeunes hommes pourquoi l'égalité entre les sexes est dans l'intérêt commun et de reconnaître leur rôle dans l'autonomisation des filles et des jeunes femmes<sup>25</sup> ». En mobilisant les jeunes de façon proactive, nous pouvons remettre en question les stéréotypes sexistes et briser les cycles vicieux, permettant ainsi à la prochaine génération d'être elle-même, plutôt que de ressentir la pression de se conformer à un idéal malsain de masculinité. S'il est bien fait, de façon constante et délibérée, ce travail essentiel réduira la violence et les conflits vécus par les hommes et les garçons, tout en rendant nos collectivités plus sûres pour les femmes, les filles et les membres de la communauté LGBTQ2. Les organisations qui mènent de telles activités dans toute la région de l'OSCE, y compris l'OSCE elle-même, méritent des félicitations pour leur travail.

## **B. Expériences et besoins des jeunes femmes et des filles**

Bien qu'il soit nécessaire de mettre davantage l'accent sur les besoins des hommes et des garçons, une telle reconnaissance ne signifie pas que les problèmes vécus par les femmes et les filles ont été résolus. La violence fondée sur le sexe touche toutes les femmes, et les adolescentes sont particulièrement à risque. Au Canada, par exemple, les données policières indiquent que les adolescentes sont près de

---

<sup>20</sup> *Men adrift*.

<sup>21</sup> Organisation mondiale de la Santé, « [Données et statistiques sur le suicide](#) », *Santé mentale*.

<sup>22</sup> *The Passionate Eye*, « [Dying for Help](#) ».

<sup>23</sup> Simpson, p. 98.

<sup>24</sup> Barker, p. 9.

<sup>25</sup> ONU Femmes, [Engaging boys and young men in gender equality](#) [TRADUCTION].

quatre fois plus susceptibles d'être victimes de violence sexuelle que les femmes âgées de 25 ans et plus<sup>26</sup>. Dans une étude menée en Suisse, 22 % des filles âgées de 15 à 17 ans ont déclaré avoir été victimes de violence sexuelle, comparativement à 8 % des adolescents. Des chercheurs aux États-Unis ont découvert que 23 % des adolescentes interrogées avaient été victimes de violence sexuelle au cours de l'année précédente, comparativement à 10 % des adolescents<sup>27</sup>. On estime que 71 % des personnes victimes de la traite sont des femmes et des filles, et ce pourcentage passe à 96 % lorsque la traite est à des fins d'exploitation sexuelle; 25 % de la traite dans le monde se produit dans la région de l'OSCE<sup>28</sup>. Les jeunes femmes et les filles sont maintenant plus vulnérables aux attaques en ligne, qui peuvent être une forme de violence fondée sur le sexe, causant des torts permanents et irrévocables. Les filles constituent également la majorité des victimes de manipulation psychologique en ligne des enfants à des fins sexuelles et de sollicitation sexuelle<sup>29</sup>.

Reconnaissant cette réalité, le gouvernement du Canada a accordé la priorité à l'élimination de l'exploitation des enfants en ligne dans sa Stratégie pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe<sup>30</sup>. La technologie est également utilisée à bon escient. Par exemple, une application a été créée par des jeunes pour cartographier les zones sécuritaires et non sécuritaires dans les villes afin d'aider à prévenir la violence sexuelle et fondée sur le sexe<sup>31</sup>. Étant donné le niveau élevé d'activité en ligne chez les jeunes, comprendre comment prévenir les préjudices en ligne et promouvoir la sécurité est un domaine d'intérêt clé et en évolution dans lequel l'OSCE peut agir, notamment en consultant directement les jeunes concernés.

Un autre défi auquel font face les jeunes femmes et les filles est que les rôles traditionnels de genre continuent d'influencer les filles et les garçons dans leurs choix d'éducation et de carrière, ce qui limite l'avancement des femmes dans la société. Les jeunes femmes et les filles sont moins susceptibles que les jeunes hommes et les garçons de s'inscrire en sciences, en technologie, en ingénierie ou en mathématiques (STIM), qui sont les carrières du XXI<sup>e</sup> siècle. Au lieu de cela, les jeunes femmes et les filles dominent dans des domaines traditionnels comme l'éducation et les soins infirmiers, ce qui mène à des carrières dont la rémunération est inférieure à celle dans de nombreux domaines dominés par les hommes<sup>32</sup>. Les femmes commencent à dépasser les hommes dans des domaines tels que le droit et la médecine dans de nombreux pays, ce qui est prometteur, bien qu'elles ne soient pas toujours aussi bien rémunérées que leurs homologues masculins dans ces domaines<sup>33</sup>. Si nous ne réfutons pas activement les idées sur le genre dès le plus jeune âge, nous limitons les possibilités de carrière des jeunes femmes et des filles, nous limitons leurs possibilités d'occuper des postes de direction dans les domaines des

---

<sup>26</sup> Statistique Canada, [La violence contre les filles et les jeunes femmes, affaires déclarées par la police au Canada, 2017](#), 17 décembre 2018.

<sup>27</sup> UNICEF, [Hidden in Plain Sight: A statistical analysis of violence against children](#), septembre 2014, p. 80-81.

<sup>28</sup> OSCE, « [Gender dynamics of human trafficking explored at OSCE/ODIHR event in Warsaw](#) », 19 septembre 2018; OSCE, « [Efforts to combat trafficking, including of children, must focus on both effects and roots of this crime, OSCE officials say on world anti-trafficking day](#) », 30 juillet 2018.

<sup>29</sup> *International Centre for Missing & Exploited Children*, [Online grooming of Children for Sexual Purposes: Model Legislation & Global Review](#), 1<sup>re</sup> éd., 2017, p. 2.

<sup>30</sup> Condition féminine Canada, [Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe](#).

<sup>31</sup> Simpson, p.49.

<sup>32</sup> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), [Déchiffrer le code : l'éducation des filles et des femmes aux sciences, technologie, ingénierie et mathématiques \(STIM\)](#), 2017.

<sup>33</sup> Voir, par exemple, au sujet du Canada : André Picard, « [The feminization of medicine: does it matter?](#) », *The Globe and Mail*, 30 janvier 2018; Abigail Rowe, « [The Parity paradox](#) », *Best Lawyers*, 25 juin 2018.

STIM et de gagner des revenus en conséquence, et nous nuisons à la compétitivité mondiale de leur pays. L'absence de femmes à des postes de direction, à son tour, décourage les femmes de devenir des professionnelles dans les domaines des STIM. Bref, c'est un cercle vicieux d'inégalité.

En même temps, malgré ces défis bien réels, il est important de souligner que les femmes et les filles ne sont pas seulement des victimes impuissantes. Ce sont des personnes actives et dynamiques qui font entendre leur voix et qui participent à d'innombrables efforts pour faire du monde un endroit plus sûr, meilleur et plus prospère. De nombreuses femmes qui ont pris la parole dans le cadre du mouvement #MoiAussi ont parlé d'expériences formatrices vécues dans leur jeunesse, y compris Tarana Burke, la fondatrice du mouvement, qui a été agressée sexuellement pendant son enfance et son adolescence. Ce mouvement a été un signal d'alarme et un cri de ralliement, déclenchant un changement significatif ainsi que la responsabilisation de certains agresseurs, tout en faisant réfléchir les autres à deux fois avant de dégrader, de harceler ou d'agresser une femme. Les jeunes femmes ont démontré leur capacité de mener des changements sociaux et d'aller de l'avant. Leur énergie, leur talent, leur résilience et leurs idées doivent être canalisés plus efficacement dans la sphère de la paix et de la sécurité.

La réalisation de cet objectif exigera des changements importants dans nos sociétés et dans la façon dont les gouvernements et les organisations internationales abordent les politiques publiques. Parce que « jeunes » est souvent synonyme de jeunes hommes et que les « questions féminines » sont souvent axées sur les opinions des femmes âgées, les jeunes femmes font l'objet d'une « double discrimination » où leurs expériences, leurs voix et leurs besoins ne sont pas pris en compte de façon adéquate dans les programmes FPS et JPS. De plus, les jeunes femmes ne reçoivent pas le financement nécessaire pour s'engager dans ce travail de paix et de sécurité<sup>34</sup>.

### **C. Expériences des jeunes LGBTQ2**

Bien qu'une grande partie de ce rapport porte sur les différentes expériences des jeunes hommes et des jeunes femmes, ou des garçons et des filles, on reconnaît de plus en plus dans de nombreuses sociétés que le genre se présente sous plusieurs formes<sup>35</sup>. Dès leur plus jeune âge, les enfants apprennent les normes sexuelles explicites et implicites propres à leur culture et peuvent commenter les choix des autres enfants en matière de vêtements, de jouets et d'activités s'ils ne se conforment pas à ces normes. Un tel comportement peut rendre l'expérience scolaire particulièrement difficile pour les jeunes LGBTQ2. La désapprobation de la société et la criminalisation dans certains pays ont des répercussions importantes sur le bien-être et la sécurité des communautés LGBTQ2.

L'adolescence peut être une période très difficile pour les personnes LGBTQ2 parce qu'elles ne sont pas encore financièrement indépendantes et qu'elles peuvent faire face à des réactions très négatives, parfois violentes, de la part de leur famille et de leur communauté relativement à leur identité. Un sondage mené aux États-Unis auprès de personnes transgenres en 2015 a révélé que 10 % des répondants ont été victimes de violence de la part de membres de leur famille en raison de leur identité ou expression de genre, 8 % ont été jetés à la rue et 10 % se sont enfuis de chez eux. L'école peut aussi être dangereuse. La même enquête auprès des Américains transgenres a révélé que 54 % des répondants avaient été harcelés verbalement à l'école et que 24 % avaient été agressés physiquement. Un grand nombre d'entre

---

<sup>34</sup> ONU Femmes, [Young Women in Peace and Security: At the Intersection of the YPS and WPS Agendas](#), p. 8.

<sup>35</sup> Genderspectrum, « [Understanding Gender](#) ».

eux ont également rencontré des membres du personnel scolaire qui ne les appuyaient pas<sup>36</sup>. Une autre étude américaine menée au cours de la période 2014-2015 a révélé que, bien que 18,8 % des élèves hétérosexuels aient été victimes d'intimidation sur les terrains de l'école, ce chiffre était de 34,2 % pour les élèves gais, lesbiennes et bisexuels. Ces mêmes élèves ont également connu des taux beaucoup plus élevés de violence physique et sexuelle dans leurs relations amoureuses<sup>37</sup>.

Les répercussions des mauvais traitements, du harcèlement et de la violence subis par les membres de la communauté LGBTQ2 sont énormes, 40 % des répondants à l'enquête sur les transgenres mentionnés ci-dessus ayant fait une tentative de suicide à un moment donné de leur vie, ce qui est près de neuf fois la moyenne nationale<sup>38</sup>. Une autre étude a révélé que de 22 à 43 % des personnes transgenres en Europe, au Canada et aux États-Unis déclarent avoir fait une tentative de suicide<sup>39</sup>. Les jeunes LGBTQ2 au Canada sont quatre fois plus susceptibles de tenter de se suicider que leurs pairs hétérosexuels<sup>40</sup>. Les statistiques sont probablement semblables ou pires dans de nombreux États participants de l'OSCE.

Ces statistiques montrent à quel point la transphobie et l'homophobie peuvent être dangereuses pour ceux qui s'écartent de la normativité binaire et de l'hétéronormativité fondées sur le sexe. Une étude menée dans la province canadienne de l'Ontario a révélé que le soutien social, la réduction de la transphobie, les documents d'identification personnelle qui correspondent au genre de la personne et une transition médicale complète sur demande réduisaient les risques de suicide chez les personnes transgenres<sup>41</sup>. Les conséquences sont claires : si nous voulons assumer notre responsabilité d'assurer le bien-être émotionnel et la sécurité de la communauté LGBTQ2, il faut un soutien dévoué, tout comme des efforts pour contrer toute forme de discrimination. Cela comprend des mesures visant à interdire la thérapie de conversion, ce qui a été fait dans un certain nombre d'administrations<sup>42</sup>.

#### **D. Les stéréotypes au sujet des jeunes**

*Les absents de la paix : Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité (Les absents de la paix)* est un rapport exhaustif qui a été demandé pour donner suite à la résolution 2250 du CSNU. Lors des vastes consultations menées auprès de 4 230 jeunes dans le cadre de la production de ce rapport, des jeunes de divers pays et milieux ont souvent dit que les médias se concentrent excessivement sur la violence lorsqu'ils discutent des jeunes, sans accorder une attention équivalente à leurs efforts de consolidation de la paix. Ce déséquilibre, ont-ils fait valoir, perpétue des stéréotypes selon lesquels les jeunes sont intrinsèquement violents et, par conséquent, représentent un problème qui doit être résolu, plutôt que d'être considérés comme des atouts pour la promotion de la paix. Les jeunes étaient particulièrement frustrés par ces stéréotypes parce que la plupart d'entre eux ne sont pas dans les faits impliqués dans la violence. L'hypothèse selon laquelle tous les jeunes hommes et jeunes femmes risquent

---

<sup>36</sup> National Center for Transgender Equality, [The Report of the 2015 U.S. Transgender Survey: Executive Summary](#), mis à jour en décembre 2017, p. 6 et 9.

<sup>37</sup> Laura Kann et coll., « [Sexual Identity, Sex of Sexual Contacts, and Health-Related behaviors Among Students in Grades 9–12 — United States and Selected Sites, 2015](#) », *Surveillance Summaries*, vol. 65, n° 9, août 2016.

<sup>38</sup> National Center for Transgender Equality, p. 8.

<sup>39</sup> TransPulse, [Intervenable Factors Associated with Suicide Risk in Transgender Persons: A Respondent Driven Sampling Study in Ontario, Canada](#), 1<sup>er</sup> juin 2015.

<sup>40</sup> Egale, [What You Should Know About LGBTQ Youth Suicide in Canada](#).

<sup>41</sup> TransPulse.

<sup>42</sup> Par exemple, l'Ontario, au Canada, l'a interdit. La Presse canadienne, « [Conversion therapy has no place in Ontario: Kathleen Wynne](#) », CBC.ca, 2 avril 2015.

de se joindre à des groupes extrémistes violents est fondée sur des stéréotypes et s'est avérée être stigmatisante et contribuer à la prévalence d'approches axées sur la sécurité chez les jeunes, plutôt que sur des politiques de prévention. Cette hypothèse a, à son tour, engendré de la méfiance de la part des autorités, y compris la police, qui peut en fait alimenter l'extrémisme plutôt que de le prévenir. Il ne tient pas compte non plus du fait que les jeunes sont souvent les principales cibles et les victimes des groupes extrémistes<sup>43</sup>.

Le rapport *Les absents de la paix* a souligné que les jeunes veulent participer aux débats politiques sur la sécurité et les conflits. Bien que les « questions touchant les jeunes » soient souvent considérées comme limitées à des sujets comme le sport, les arts, les loisirs et la technologie, les jeunes ont démontré qu'ils s'intéressent à beaucoup plus de sujets qui les touchent. Les hypothèses concernant les intérêts des jeunes ont des répercussions importantes sur leur capacité de participer et de faire reconnaître leurs voix et leurs points de vue<sup>44</sup>. Pourtant, l'histoire donne de nombreux exemples où les jeunes ont été à l'avant-garde d'importants changements sociétaux et où ils ont été confrontés à la violence plutôt que de la perpétuer, y compris pendant le mouvement des droits civils pour l'égalité raciale et la lutte pour les droits LGBTQ<sup>245</sup>.

Il existe de nombreux exemples plus récents de jeunes qui sont à l'avant-garde de changements sociaux importants, comme les jeunes qui sont actuellement engagés dans des grèves pour le climat, comme nous le verrons plus loin, le leadership des jeunes pendant le Printemps arabe de 2011 et le plaidoyer des jeunes en faveur de la réforme des armes à feu aux États-Unis après la fusillade de l'école secondaire Stoneman Douglas à Parkland, en Floride, en février 2018. Il existe également de nombreux projets de consolidation de la paix et de cohésion sociale qui sont moins connus et qui sont menés par des jeunes. Quelques-uns de ceux qui sont mentionnés dans *Les absents de la paix* sont : le Réseau de dialogue Nansen dans les pays de l'ex-Yougoslavie, des projets de pair à pair au Kirghizistan, des initiatives pour le dialogue interculturel et la compréhension en Macédoine, et le travail de l'Académie des jeunes femmes pour la paix dans le Caucase<sup>46</sup>.

La façon dont ces efforts sont perçus par les gouvernements peut avoir un impact durable sur la paix et la stabilité des communautés, des pays et des régions. Malheureusement, l'activisme des jeunes est trop souvent perçu comme une menace :

Dans plusieurs pays aux contextes très variés, les jeunes ont expliqué que les organisations politiques pacifiques et les manifestations politiques organisées et légitimes sont fréquemment ciblées et empêchées au nom de la lutte antiterroriste ou de la prévention de l'extrémisme violent<sup>47</sup>.

Il y a un risque réel de violence lorsque les jeunes sont stéréotypés et marginalisés<sup>48</sup>. Alors que certains jeunes deviennent actifs dans des mouvements pacifiques visant à rendre le monde meilleur et à rassembler les gens, d'autres participent à des mouvements plus populistes et xénophobes fondés sur

---

<sup>43</sup> Simpson, p. 18, 25, 26, 36.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>45</sup> Andrew Winston, « [Young People Are Leading the Way on Climate Change, and Companies Need to Pay Attention](#) », *Harvard Business Review*, 26 mars 2019.

<sup>46</sup> Simpson, p. 46.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 30.

les préjugés et le désir d'exclure. Il est donc important de ne pas traiter les jeunes comme un monolithe et de veiller à ce que les diverses voix des jeunes soient entendues et prises en compte dans l'élaboration des politiques et des programmes. Lorsque cela n'est pas fait, il y a un danger accru que les jeunes soient perçus comme un risque pour la sécurité. Comme c'est le cas pour l'ensemble de la population, les jeunes ont des besoins, des opinions et une façon de s'exprimer :

En tant que microcosme de la société, les jeunes ne sont pas tous semblables, ils sont parfois divisés et ne forment pas un tout homogène. Outre les différences d'âge, [ce sont] la diversité des sexes, des races, des religions, des appartenances ethniques, des castes, des classes sociales, des cultures, des contextes et des affiliations politiques, entre autres [...], les divisions politiques qui règnent parmi les jeunes [...], [les] tensions sectaires et intercastes [...], un fossé entre milieu urbain et milieu rural, et de[s] divisions significatives reposant sur le privilège de classe, l'accès à l'éducation et à l'emploi, et la présence de mécanismes de clientélisme politique [...] qui caractérise[nt] les jeunes en tant que groupe. Ces divisions ne sont en aucun cas propres aux jeunes. Mais elles ne doivent pas être sous-estimées en vertu d'une supposée unité de la jeunesse<sup>49</sup>.

Les sentiments d'exclusion et d'impuissance peuvent encourager certains jeunes à voir la violence comme la seule option qui leur permettra de se faire entendre<sup>50</sup>. Nous avons tous l'obligation de prévenir cette chaîne d'événements et d'intégrer un large éventail de points de vue des jeunes dans la prise de décisions sur les questions de paix et de sécurité.

## **E. Conclusions concernant l'intégration des questions de genre et l'analyse intersectionnelle**

Le rapport *Les absents de la paix* résume ce qui est requis pour contrer les stéréotypes. Il intègre une vision nuancée et complexe du genre et de la jeunesse dans l'élaboration de politiques en matière de paix et de sécurité. Le rapport conclut :

Les questions liées aux problématiques hommes-femmes étaient considérées par les jeunes comme essentielles à la paix. Cependant, la plupart des initiatives entreprises par les jeunes dans ce domaine continuent d'être essentiellement portées par les jeunes femmes et les minorités de genre et adressées à ces dernières. Le fait d'assimiler la dimension de genre aux jeunes femmes et la jeunesse aux jeunes hommes a contribué à victimiser les jeunes femmes ainsi que les minorités sexuelles et de genre. Cette attitude a également conduit à reléguer au second plan les questions de masculinité. Les politiques et les programmes mondiaux sur les jeunes, la paix et la sécurité doivent aborder les identités sexospécifiques des jeunes hommes et des jeunes femmes afin d'encourager et de promouvoir des identités et des rôles positifs et tenant compte de l'équité hommes-femmes, en veillant plus particulièrement à cultiver des masculinités non violentes<sup>51</sup>.

L'OSCE peut jouer un rôle de chef de file dans le contexte de ces initiatives, notamment grâce au travail du réseau MenEngage et des Représentants spéciaux pour la jeunesse et la sécurité. Tous deux peuvent contribuer à lutter contre les stéréotypes et à faire en sorte que les diverses voix soient entendues dans

---

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 58, 64, 68.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. xiii.

les débats de l'OSCE. Bien que certains pays adoptent déjà une approche intersectionnelle à l'égard de ces questions, l'OSCE peut jouer un rôle en aidant d'autres pays à faire de même.

La prochaine section traite plus en détail des implications des stéréotypes liés à la jeunesse et au genre et de l'importance de l'intégration des questions de genre et de l'analyse intersectionnelle dans trois domaines clés de l'OSCE, à savoir les situations de conflit, les migrations et les changements climatiques.

### III. INTÉGRATION DES QUESTIONS DE GENRE ET ANALYSE INTERSECTIONNELLE DES PRINCIPAUX ENJEUX AUXQUELS FONT FACE LES ÉTATS PARTICIPANTS DE L'OSCE

---

#### A. Jeunesse, genre et conflits

##### 1. Les stéréotypes liés à la jeunesse et au genre dans les conflits

Lorsque l'on pense aux jeunes et au genre dans les conflits, les images stéréotypées sont souvent celles de jeunes hommes tenant des armes à feu, alors que les jeunes femmes sont considérées comme des victimes passives. Cette approche de la jeunesse et du genre dans les conflits réduit au minimum le rôle de pacificateur que jouent de nombreux jeunes hommes, comme il a été mentionné ci-dessus, et la capacité d'action de nombreuses jeunes femmes en situation de conflit. Selon *Les absents de la paix*, un jeune sur quatre dans le monde est touché par la violence ou les conflits armés<sup>52</sup>. Si les jeunes peuvent être des auteurs de violence, ils peuvent aussi être des victimes, des témoins et des agents de paix<sup>53</sup>.

La perception des jeunes hommes comme violents a été renforcée par la théorie de l'explosion démographique des jeunes, qui soutient qu'il existe une relation de cause à effet entre une forte proportion de jeunes – en particulier des jeunes hommes au chômage – et une probabilité accrue de conflit<sup>54</sup>. Bien que de nombreuses études aient mis de l'avant cette analyse, selon *Les absents de la paix*, « Il existe, au mieux, une faible corrélation entre d'importantes cohortes de jeunes et des niveaux élevés de violence<sup>55</sup> ».

Le cadre juridique en situation de conflit ne reconnaît pas non plus de façon adéquate les nombreux rôles que les femmes peuvent jouer pendant le conflit : « les protections générales accordées aux femmes par le droit international humanitaire, les Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels comprennent également des dispositions spéciales qui ramènent la protection des femmes à la valeur attachée à leur "honneur" et à leur rôle de mères<sup>56</sup> ». Bien que les jeunes hommes soient souvent stéréotypés comme violents, les jeunes femmes sont souvent décrites comme « vulnérables » et « impuissantes », même si elles ont la capacité de s'adapter, de survivre et de gérer les pertes possibles pendant les conflits<sup>57</sup>. En outre, les femmes, y compris les jeunes femmes, sont souvent étroitement

---

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>53</sup> Organisation de coopération et de développement économiques, [Breaking Cycles of Violence :Key Issues in Armed Violence Reduction](#), octobre 2011, p. 4.

<sup>54</sup> Alex Sieber, [« Youth Bulge » : les jeunes sont-ils une menace pour la paix?](#) », Jeunesse & promotion de la paix, *Swiss Peace*, à propos, n° 160, 2019.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>56</sup> Medina Haeri et Nadine Puechguirbal, [« From helplessness to agency: examining the plurality of women's experiences in armed conflict »](#), *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 92, n° 877, mars 2010, p. 104 [TRADUCTION].

<sup>57</sup> *Ibid.*

associées aux enfants, et les mots « femmes et enfants » sont utilisés comme synonymes de civils, ce qui mine encore davantage leur capacité d'action pendant les conflits<sup>58</sup>.

La reconnaissance de leur capacité d'action ne nie pas le fait que, durant les conflits et après les conflits, les femmes et les filles sont plus exposées à la violence familiale, sexuelle et fondée sur le sexe<sup>59</sup>. Les conflits armés augmentent également la vulnérabilité économique des femmes, surtout dans les ménages dirigés par une femme<sup>60</sup>. En outre, pendant les conflits, les filles sont près de 2,5 fois plus susceptibles que les garçons de ne pas être scolarisées, et les jeunes femmes sont près de 90 % plus susceptibles de ne pas être scolarisées au niveau secondaire dans les zones de conflit que les jeunes femmes dans les zones non touchées par un conflit<sup>61</sup>. Cette vulnérabilité accrue n'élimine pas complètement la capacité d'action des femmes et des filles. Elle entraîne toutefois des répercussions importantes sur leur rôle potentiel dans la prise de décisions et sur la probabilité d'une paix durable. Les chercheurs font remarquer que cette conception des femmes comme des victimes passives est problématique; en effet, lorsque les femmes sont considérées comme faibles et vulnérables, elles sont absentes des organes décisionnels pendant et après le conflit<sup>62</sup>. Cette exclusion peut avoir des conséquences importantes pour la paix puisque des études indiquent que, lorsque les femmes et les groupes de la société civile participent aux processus de paix, y compris aux règlements des conflits, il y a une plus grande probabilité de paix durable<sup>63</sup>. En même temps, il est important de reconnaître que les femmes ne sont pas toutes des artisanes de la paix. De nombreuses femmes sont des combattantes actives dans les conflits. De 1979 à 2009, les femmes ont participé comme combattantes à 40 % des conflits civils<sup>64</sup>.

Le [Rapport sur l'égalité entre les sexes de 2016 de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE](#) a mis en évidence la façon dont les rôles des femmes dans le maintien de la paix et leur inclusion dans les accords de paix ont été extrêmement limités. Les femmes ne représentaient que 3 % du personnel militaire déployé dans les missions de l'ONU, et elles assumaient surtout des fonctions de soutien. Cependant, alors que 11 % des accords de paix conclus entre 1990 et 2000 mentionnaient les femmes, un rapport de 2017 indiquait que le chiffre en question avait augmenté à 27 %<sup>65</sup>. Néanmoins, bien que la mention des femmes ait augmenté, une étude de 2018 souligne que, depuis l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2000, le nombre de femmes signataires d'accords de paix a diminué<sup>66</sup>.

<sup>58</sup> R. Charli Carpenter, « ["Women, Children and Other Vulnerable Groups": Gender, Strategic Frames and the Protection of Civilians as a Transnational Issue](#) », *International Studies Quarterly*, vol. 49, n° 2, juin 2005, p. 296.

<sup>59</sup> ONU Femmes, [La violence à l'égard des femmes et des filles : quelques faits et chiffres](#), novembre 2018.

<sup>60</sup> Patricia Justino, « Violent Conflict and Changes in Gender Economic Roles », [The Oxford Handbook of Gender and Conflict](#), éd. Fionnuala Ni Aolain et coll., Oxford, Royaume-Uni, Oxford University Press, 2018, p. 80.

<sup>61</sup> Overseas Development Institute, [Education Cannot Wait](#), mai 2016, p. 10; Rapport mondial de suivi de l'éducation pour tous, « [L'Aide humanitaire pour l'éducation: les raisons de son importance, pourquoi il faut l'intensifier](#) », document d'orientation 21, juin 2015, p. 3.

<sup>62</sup> Haeri and Puechguirbal, p. 103.

<sup>63</sup> Jana Krause et coll., « [Women's Participation in Peace Negotiations and the Durability of Peace](#) » *International Interactions*, vol. 44, n° 6, 2018, p. 1006; Desirée Nilsson, « [Anchoring the Peace: Civil Society Actors in Peace Accords and Durable Peace](#) », *International Interactions*, vol. 38, n° 2, 2012, p. 243. Voir aussi Radhika Coomaraswamy, [Prévenir les conflits transformer la justice obtenir la paix : Étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies](#), ONU Femmes, 2015.

<sup>64</sup> Alex Braithwaite et Luna B. Ruiz, « [Female combatants, forced recruitment, and civil conflict outcomes](#) », *Research and Politics*, avril-juin 2018, p. 1.

<sup>65</sup> Hedy Fry, Ph. D., [A Gender Sensitive Response to the Migrant and Refugee Influx in Europe is Needed](#), AP OSCE Rapport sur l'équilibre entre les sexes, juin 2017, p. 12.

<sup>66</sup> Krause, p. 1006.

Le rapport *Les absents de la paix* recommande également une participation équitable des jeunes à toutes les étapes des processus de paix<sup>67</sup>. En termes simples, il faut faire plus pour s'assurer que les diverses voix sont exprimées à la table.

Le manque de représentation des personnes LGBTQ2 se reflète également dans les résultats sur le terrain. La vulnérabilité préexistante des membres de la communauté LGBTQ2 peut être exacerbée dans les situations d'anarchie où des actes homophobes et transphobes peuvent être perpétrés en toute impunité. Même après le conflit, les personnes LGBTQ2 peuvent être victimes de discrimination, ce qui nuit à leur accès à l'aide alimentaire, aux abris et à l'aide humanitaire. Ces personnes ne bénéficient pas toujours de la protection de la famille, de la collectivité et de la loi dont jouissent les autres en raison de leur sexualité ou de leur identité de genre. Les programmes d'aide et de reconstruction omettent souvent de prendre en compte les besoins des LGBTQ2 (ainsi que les besoins des femmes, bien que l'on observe des changements au sein d'organisations comme le HCR<sup>68</sup>). Les droits des personnes LGBTQ2 peuvent aussi être politisés, comme cela s'est produit en Ukraine, pour décourager le resserrement des liens avec l'Union européenne. Dans l'Est de l'Ukraine, le conflit aurait entraîné une perte d'importance des enjeux relatifs aux personnes LGBTQ2 et une augmentation des attaques homophobes<sup>69</sup>.

## **2. Meilleure intégration des jeunes et de la question du genre dans les programmes de paix et de sécurité**

Comme il a été mentionné ci-dessus, bon nombre des stratégies de paix mises en œuvre dans le cadre du programme des femmes, de la paix et de la sécurité (FPS) mettent l'accent sur les femmes âgées, tandis que le programme pour les jeunes a tendance à mettre l'accent sur les jeunes hommes. Pour que les deux programmes soient efficaces, il faut une analyse davantage axée sur l'aspect intersectionnel. En effet, il est recommandé que les programmes destinés aux jeunes soient intégrés aux plans d'action nationaux sur les femmes, la paix et la sécurité. Par exemple, le Plan d'action national de la Géorgie sur les FPS s'engage à promouvoir l'éducation à la paix dans les écoles<sup>70</sup>. Les responsables de l'élaboration de politiques devraient prêter oreille aux idées avancées par les jeunes et faciliter leur participation aux initiatives de paix. En outre, les politiques nationales sur les jeunes devraient tenir compte des besoins sexospécifiques de ceux-ci. Lorsque les jeunes femmes sont mentionnées dans ces plans d'action, leur inclusion devrait être fondée non seulement sur le besoin de protection ou la lutte contre la discrimination, mais aussi sur la reconnaissance générale qu'elles peuvent être des agents de changement transformateur<sup>71</sup>.

Des générations de jeunes sont oubliés alors que les conflits se poursuivent et qu'ils n'ont pas l'occasion de réaliser leur plein potentiel par l'éducation, l'accès aux soins de santé et d'autres possibilités. Les enfants soldats ne peuvent pas continuer d'être utilisés et nous devons offrir aux enfants et aux jeunes sur tout le spectre du genre des possibilités de réaliser leur plein potentiel. En outre, comme l'a souligné Cora Weiss, présidente de l'appel pour la paix de La Haye et corédactrice de ce qui est devenu la

---

<sup>67</sup> Simpson, p. 120.

<sup>68</sup> Peter Laverack, *Criminalising Homosexuality and LGBT Rights in Times of Conflict, Violence and Natural Disasters*, Human Dignity Trust, novembre 2015, p. 4-5; en ce qui concerne les femmes, voir Mark Lowcock, « [Delivering better outcomes for women and girls in humanitarian crises](#) », 22 février 2019

<sup>69</sup> Laverack, p. 8-9.

<sup>70</sup> Laura J Shepherd, « [Making war safe for women? National Action Plans and the militarisation of the Women, Peace and Security agenda](#) », *International Political Science Review*, vol. 37, n° 3, 2016, p. 331.

<sup>71</sup> ONU Femmes, *Young Women in Peace and Security: At the Intersection of the YPS and WPS Agendas*, p. 6.

résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, ces résolutions ne devraient pas normaliser la guerre en la rendant plus sûre pour les femmes et les jeunes. Ils devraient au contraire à la fois « soutenir la démilitarisation de la société et faciliter le développement d'une politique de paix antimilitariste<sup>72</sup> ».

### 3. Initiatives de l'OSCE sur les jeunes, le genre et les conflits

Depuis 2015, l'OSCE nomme des Représentants spéciaux du Président en exercice de la jeunesse et de la sécurité, qui aident à soutenir les efforts de l'OSCE sur « la protection de la jeunesse et la promotion de la participation des jeunes : à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation qui conduisent au terrorisme; au dialogue interculturel et interreligieux; à l'éducation; à la tolérance et à la non-discrimination; et à la politique<sup>73</sup> ». Lors d'une visite en Serbie en janvier 2019, M. Samuel Goda, Ph. D., l'un des quatre représentants spéciaux actuels, « a souligné l'importance du travail de l'OSCE pour promouvoir les droits des jeunes, renforcer les politiques inclusives des jeunes et renforcer les capacités des jeunes femmes et hommes dans les domaines de la non-discrimination, de la littératie médiatique et de la coopération régionale<sup>74</sup> ». La volonté de mettre l'accent sur les jeunes est une évolution positive à l'OSCE. Lorsque les futurs représentants spéciaux seront nommés, il sera important qu'ils reflètent eux-mêmes la diversité des jeunes qui vivent dans la région de l'OSCE, y compris la diversité ethnique, de classe et de genre. L'intégration d'une parité des sexes accrue et de l'analyse intersectionnelle dans leurs travaux serait également extrêmement bénéfique, tout comme l'accent mis sur les jeunes comme artisans de la paix.

En décembre 2018, le Conseil ministériel de l'OSCE a adopté la *Declaration on the Role of Youth in Contributing to Peace and Security Efforts* (déclaration sur le rôle des jeunes dans les efforts de paix et de sécurité), qui reconnaît que « les jeunes sont une partie importante de la société et qu'ils peuvent jouer un rôle important pour soutenir les États participants dans la mise en œuvre des engagements dans les trois dimensions<sup>75</sup> ». Bien que les représentants spéciaux du Président de la jeunesse et de la sécurité aient qualifié la déclaration de « manifestation majeure » de l'évolution du programme de la jeunesse et de la sécurité, une déclaration d'interprétation, menée par la Norvège au nom d'autres délégations<sup>76</sup>, a qualifié la déclaration de « courte et plus faible que ce qui aurait été préféré<sup>77</sup> ». La déclaration d'interprétation réitère l'importance de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui « demande à tous les acteurs compétents d'envisager la mise en place de dispositifs de promotion d'une culture de paix, de la tolérance et du dialogue interculturel et interreligieux<sup>78</sup> ».

Bien qu'il puisse être difficile de parvenir à un consensus dans le contexte actuel, une décision détaillée (par opposition à une déclaration) décrivant la façon dont l'OSCE prévoit intégrer la parité des sexes et l'analyse intersectionnelle dans ses travaux sur la paix et la sécurité contribuerait grandement à faire en

---

<sup>72</sup> Shepherd, p. 332 [TRADUCTION].

<sup>73</sup> OSCE, [Youth](#) [TRADUCTION].

<sup>74</sup> OSCE, « [OSCE Special Representative on Youth and Security highlights role of youth mainstreaming during his visit to Serbia](#) », 29 janvier 2019 [TRADUCTION].

<sup>75</sup> Conseil ministériel de l'OSCE, [Declaration on the Role of Youth in Contributing to Peace and Security Efforts](#), MC.DOC/3/18, 7 décembre 2018 [TRADUCTION].

<sup>76</sup> La déclaration d'interprétation a été faite par la délégation de la Norvège au nom du Canada, du Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Suède.

<sup>77</sup> Conseil ministériel de l'OSCE, [Interpretative Statement Under Paragraph IV.1\(A\)6 of the Rules of Procedure of the Organization for Security and Co-operation in Europe](#), MC.DOC/3/18, 7 décembre 2018 [TRADUCTION].

<sup>78</sup> *Ibid.*

sorte que les besoins en matière de sécurité de toutes les personnes demeurent la priorité de l'organisation. Les défis du contexte actuel ont été reflétés dans la déclaration d'interprétation que le Canada a faite au nom de plusieurs États participants, qui était jointe à la décision de décembre 2018 du Conseil ministériel de l'OSCE sur la prévention de la violence faite aux femmes et la lutte contre celle-ci. Elle souligne son « regret qu'il n'ait pas été possible d'en arriver à un consensus sur le libellé concernant la prévention de la violence, y compris la violence sexuelle contre les femmes et les filles en situation de conflit<sup>79</sup> ». Ce manque de consensus sur une question aussi importante pour les jeunes et pour les femmes est très décevant.

Selon la Déclaration de Berlin de l'AP OSCE de 2018, « les enfants et les jeunes doivent être considérés comme une priorité stratégique à long terme pour les activités de défense des droits de l'OSCE afin d'assurer la sensibilisation continue et la conformité aux engagements de l'Acte final d'Helsinki et de l'OSCE<sup>80</sup> ». Compte tenu de sa structure décisionnelle souple, l'AP OSCE représente un forum précieux pour plaider en faveur de l'intégration des points de vue de groupes intersectionnels et divers de jeunes dans les travaux de l'OSCE sur la prévention et la résolution des conflits.

La mission de surveillance spéciale (MSS) de l'OSCE en Ukraine – la mission civile qui rend compte de la situation en Ukraine – continue « d'investir dans l'intégration de la parité des sexes dans toutes ses activités et dans l'amélioration de la participation des femmes à la mission<sup>81</sup> ». La MSS a créé un bureau de l'égalité entre les sexes doté d'un réseau de coordonnateurs de l'égalité entre les sexes et ayant pour mandat d'accroître la parité des sexes dans l'ensemble de la MSS. Ce bureau mène également des activités de sensibilisation. Le rapport sur l'égalité entre les sexes de la MSS a mis en évidence certains défis à relever pour accroître la parité des sexes. Depuis 2015, la proportion de femmes exerçant des fonctions de surveillance a fluctué, mais est demeurée inférieure à 20 %. Parmi les cadres supérieurs et les gestionnaires de secteur, la représentation des femmes a légèrement diminué depuis 2017, passant de 28 % à 25 % au siège social de Kiev et de 26 % à 21 % dans les postes de gestion sur le terrain<sup>82</sup>. Bien que la MSS mette l'accent sur l'intégration de la parité des sexes, on a accordé moins d'importance au rôle actif que peuvent jouer les jeunes pour contribuer à la paix.

Dans les rapports quotidiens publiés par la MSS, les contributions positives et négatives des jeunes sont néanmoins reconnues. Un rapport de mars 2019 a attiré l'attention sur les assemblées organisées à Kiev à l'occasion de la Journée internationale de la femme, où un groupe de 1 100 personnes, principalement des jeunes femmes, s'est réuni pour soutenir les droits des femmes et s'opposer à la violence faite aux femmes. Un groupe de 200 à 300 hommes, surtout de jeunes hommes, a organisé une marche d'envergure moindre, contre cette cause<sup>83</sup>. Une mise à jour de mars 2018 reconnaît que les représentants de l'Union des jeunes Ukrainiens ont nettoyé un monument vandalisé à Kharkiv. Le même rapport souligne

<sup>79</sup> Conseil ministériel de l'OSCE, [Decision No. 4/18 Preventing and Combating Violence Against Women](#), MC.DEC/4/18, 7 décembre 2018. La déclaration du Canada a été faite au nom de l'Albanie, de l'Autriche-Union européenne, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Géorgie, de l'Islande, du Monténégro, de la Norvège, de la Serbie, de la Suisse, de l'Ukraine et des États-Unis [TRADUCTION].

<sup>80</sup> AP OSCE, [Berlin Declaration and Resolutions Adopted by the AP OSCE Parliamentary Assembly at the Twenty-seventh Annual Session](#), Berlin, 7-11 juillet 2018 [Déclaration de Berlin] [TRADUCTION].

<sup>81</sup> « [Ertugrul Apakan: Meaningful Change for Progress - Statement by Chief Monitor of OSCE SMM on International Women's Day](#) », OSCE, 8 mars 2019 [TRADUCTION].

<sup>82</sup> Mission de surveillance spéciale de l'OSCE en Ukraine, [Gender Dimensions of SMM Monitoring](#), décembre 2018, p. 5.

<sup>83</sup> Mission de surveillance spéciale de l'OSCE en Ukraine, « [Latest from the OSCE Special Monitoring Mission to Ukraine \(SMM\), based on information received as of 19:30, 8 March 2019](#) », rapport quotidien, 9 mars 2018.

que des jeunes ont lancé du liquide rouge à des conférenciers lors d'une activité de la Journée internationale de la femme à Uzhhorod<sup>84</sup>. En reconnaissant les contributions positives et les actions négatives, la MSS brosse un tableau complet de la participation des jeunes en Ukraine et reconnaît les rôles variés des jeunes.

Ainsi, bien que l'OSCE travaille à soutenir les programmes pour les FPS et les JPS, une plus grande intégration entre les deux programmes, ainsi qu'une analyse intersectionnelle, nous aideraient à mieux comprendre les besoins des divers groupes en situation de conflit dans la région et à faire en sorte que tous les points de vue soient entendus.

## **B. Jeunes, genre et migration**

Le rapport du HCR sur les tendances mondiales a été publié récemment et indique que 70,8 millions de personnes ont été déplacées de force à la fin de 2018<sup>85</sup>. Ce nombre est plus élevé que jamais auparavant dans les 70 années d'existence du HCR. Les facteurs à l'origine de ce déplacement sont complexes et multidimensionnels et comprennent les conflits, les changements climatiques et les facteurs économiques. Il est facile de critiquer les personnes qui fuient et font tout en leur pouvoir pour se rendre dans un pays sûr sans attendre leur tour, mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit aussi de parents qui font tout ce qu'ils peuvent pour assurer la sécurité de leurs enfants, leur donner la possibilité de s'épanouir et éviter à leurs enfants de faire partie d'une autre génération de jeunes sans éducation formelle et sans possibilités en raison des conflits.

On reconnaît de plus en plus les besoins uniques des migrants et des réfugiés de sexe et d'âge différents<sup>86</sup>. En décembre 2018, 164 gouvernements ont adopté le Pacte mondial pour une migration sûre, régulière et ordonnée (Pacte sur la migration) et 181 gouvernements ont reconnu le Pacte mondial sur les réfugiés (Pacte sur les réfugiés<sup>87</sup>). Même si ces accords mondiaux ne sont pas contraignants, certains pays de l'OSCE, dont les États-Unis et la Hongrie, se sont opposés à ces accords historiques<sup>88</sup>.

Le Pacte sur la migration intègre une perspective de genre et promeut l'égalité des sexes en reconnaissant l'indépendance, la capacité d'action et le leadership des femmes migrantes. Il traite également des droits de l'enfant, en soulignant la considération qui doit être accordée aux enfants non accompagnés et

---

<sup>84</sup> Mission de surveillance spéciale de l'OSCE en Ukraine, « [Latest from the OSCE Special Monitoring Mission to Ukraine \(SMM\), based on information received as of 19:30, 14 March 2018](#) », rapport quotidien, 15 mars 2018.

<sup>85</sup> Adrian Edwards, « [Le nombre de personnes déracinées à travers le monde dépasse les 70 millions](#) », HCR, 19 juin 2019.

<sup>86</sup> Alors que les migrants peuvent partir pour chercher de meilleures perspectives économiques et sociales ou pour retrouver leur famille, les réfugiés sont définis comme les personnes fuyant un conflit armé ou la persécution et sont protégés par le droit international. Les demandeurs d'asile sont les personnes qui ont demandé le statut de réfugié, mais dont la demande n'a pas encore été traitée. La situation des personnes qui fuient les effets des changements climatiques n'est pas reconnue comme un motif de statut de réfugié en soi, de sorte que ces personnes seraient considérées comme des migrants. Comme cela a été fait dans les rapports sur l'égalité entre les sexes de 2016 et de 2017, cette section sur la migration traite des questions touchant les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Lorsqu'un groupe est mentionné sans l'autre, il en est ainsi parce que la recherche citée porte sur ce groupe précisément. Voir Adrian Edwards, « [Point de vue du HCR : « Réfugié » ou « migrant » – Quel est le mot juste ?](#) » Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 11 juillet 2016; HCR, [Demandeurs d'asile](#); et HCR, [Climate Change and Disaster Displacement](#).

<sup>87</sup> Nations Unies, « [L'ONU adopte un pacte mondial « historique » en faveur des réfugiés](#) », centre d'actualités de l'ONU, 17 décembre 2018.

<sup>88</sup> *Ibid.*

séparés<sup>89</sup>. Le Pacte sur les réfugiés comprend un programme d'action qui tient compte des divers besoins intersectionnels des réfugiés<sup>90</sup>. L'accent mis sur le sexe, les jeunes et les handicaps dans le Pacte sur les réfugiés est important, étant donné qu'une partie importante des migrants et des réfugiés appartiennent à ces groupes.

Une étude de 2018 souligne que « pour mieux comprendre le sexe dans le contexte actuel de la migration européenne, il faut également tenir compte de ses recoupements avec l'âge<sup>91</sup> ». En 2014, au moins 2,5 millions d'adolescents ont été déplacés dans le monde<sup>92</sup>. En 2018, 79 % des nouveaux demandeurs d'asile dans l'Union européenne (UE) avaient moins de 35 ans<sup>93</sup>. Ces statistiques et ces conclusions indiquent que les besoins uniques des migrants et des réfugiés de divers genres et âges doivent être pris en compte au moment où les gouvernements créent des lois et des politiques en matière d'immigration.

Comme nous le verrons plus en détail ci-dessous, tout au long du processus de migration, du choix de quitter le foyer à la migration et au processus d'intégration dans une nouvelle communauté, les jeunes font face à des vulnérabilités structurelles. Selon le Rapport mondial de la jeunesse 2018 des Nations Unies :

les jeunes migrants sont particulièrement vulnérables aux pires risques associés à la migration. En quittant leur foyer et leurs réseaux sociaux, ils ont entrepris de se trouver un travail qui n'est pas toujours disponible ou de la qualité qu'ils escomptaient. Les jeunes migrants, en particulier ceux qui immigreront sans documents appropriés, sont souvent contraints à l'économie informelle, où ils sont vulnérables à l'exploitation par des employeurs sans scrupules. Les jeunes migrants, en particulier les jeunes femmes, sont également exposés au risque continu de la traite des personnes et de l'esclavage<sup>94</sup>.

## 1. Moteurs de la migration des jeunes

Les stéréotypes associés aux jeunes et au sexe susmentionnés touchent également les migrants et les réfugiés. Une étude fait remarquer que « les représentations populaires des jeunes migrants et réfugiés peuvent être profondément influencées par des stéréotypes et des suppositions concernant le sexe et l'âge qui peuvent, intentionnellement ou par inadvertance, mener à une plus grande insécurité pour les personnes de genres et d'âges divers<sup>95</sup> ». Par exemple, les jeunes femmes migrantes sont souvent perçues comme étant vulnérables, ce qui réduit leur capacité d'agir. En ce qui concerne les jeunes hommes, les stéréotypes omniprésents entourant la théorie de l'« explosion démographique des jeunes » renforcent l'idée que les jeunes hommes sont une menace à la stabilité dans leur pays d'origine. La

---

<sup>89</sup> Pacte mondial pour les migrations, [Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration](#), 13 juillet 2018, p. 4-5.

<sup>90</sup> Assemblée générale des Nations Unies, [Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés - Deuxième partie - Pacte mondial sur les réfugiés](#), A/73/12 (Partie II), 2018, p. 3.

<sup>91</sup> Lesley Pruitt et coll., « [Gender and Age in the Construction of Male Youth in the European Migration "Crisis"](#) », *Journal of Women in Culture and Society*, vol. 43, n° 3, printemps 2018, p. 688 [Pruitt] [TRADUCTION].

<sup>92</sup> Cité dans Graeme Simpson, [Les absents de la paix - Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité](#), Fonds des Nations Unies pour la population et Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies, p. 22.

<sup>93</sup> Eurostat, [Statistiques sur l'asile](#).

<sup>94</sup> [World Youth Report: Youth and the 2030 Agenda for Sustainable Development](#), p. 47 [TRADUCTION].

<sup>95</sup> Pruitt, p. 688 [TRADUCTION].

perception persistante des jeunes hommes comme un risque inhérent pose de véritables problèmes d'ordre politique pour les jeunes hommes migrants et réfugiés<sup>96</sup>.

Comme il a été mentionné dans le rapport sur l'égalité entre les sexes de l'AP OSCE de 2016, les femmes peuvent quitter leur pays d'origine pour de nombreuses raisons, y compris la violence sexuelle dans les conflits, la violence familiale ou lorsque la mutilation des organes génitaux féminins et le mariage d'enfants sont pratiqués<sup>97</sup>. Une étude récente a révélé que l'augmentation de la migration des femmes du Salvador et du Honduras vers le Mexique et les États-Unis est liée à la violence sexospécifique ciblée. On peut y lire que « les membres de gangs contraignent les jeunes femmes et les filles à des relations sexuelles; la résistance peut mener à la mort. Les gangs sont également connus pour se venger de leurs rivaux par le viol et le meurtre de filles et de sœurs<sup>98</sup> ».

La migration économique a également été un moteur de l'augmentation de la migration chez les jeunes femmes. Une fois dans un autre pays, les femmes travaillent souvent dans des secteurs de l'économie qui ne sont pas réglementés, comme le travail domestique ou les emplois peu rémunérés, ce qui les expose à un risque accru de mauvais traitements, d'exploitation et de violence<sup>99</sup>. En ce qui concerne les jeunes hommes, le chômage dans leur pays d'origine a également entraîné une hausse de la migration. Un rapport sur l'augmentation de la migration économique du Sénégal vers l'Europe a mis en évidence le nombre de jeunes qui voient la migration comme un moyen d'accéder aux opportunités économiques non disponibles dans leur pays. Comme l'a exprimé un jeune homme : « Tout ce que nous connaissons, c'est la migration. La migration est la garantie du succès<sup>100</sup> ».

Les personnes handicapées font face à des défis supplémentaires dans leur pays d'origine, ce qui les pousse à migrer en quête d'une meilleure qualité de vie et de soutien supplémentaire. Une dépêche récente de Human Rights Watch a relaté comment les traitements médicaux inadéquats et le manque d'accès aux services de réadaptation ont poussé un jeune homme à quitter son pays d'origine, le Honduras, pour les États-Unis<sup>101</sup>. Les migrants handicapés qui ont voyagé dans ce que les médias appellent des « caravanes » de migrants, de l'Amérique centrale aux États-Unis, ont parlé de violence et de discrimination dans leur pays d'origine<sup>102</sup>. Les chercheurs estiment que 15 % de la population mondiale est handicapée et que cette population représente une part importante des populations de migrants et de réfugiés<sup>103</sup>. Néanmoins, selon le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, « il y a un manque de données sur la situation et le nombre de migrants handicapés<sup>104</sup> ». Le Haut Commissariat des

---

<sup>96</sup> Pruitt, p. 703.

<sup>97</sup> Rosamund Shreeves, [Gender aspects of migration and asylum in the EU: An overview](#), Service de Recherche du Parlement européen, mars 2016, p. 3, cité dans Hedy Fry, Ph. D. [Rapport sur l'équilibre entre les sexes](#), juin 2016, p. 3.

<sup>98</sup> Jeffrey Hallock, Ariel G. Ruiz Soto et Michael Fix, « [In Search of Safety, Growing Numbers of Women Flee Central America](#) », Migration Policy Institute, 30 mai 2018 [TRADUCTION].

<sup>99</sup> Fonds des Nations Unies pour la population, [Migrations](#).

<sup>100</sup> Kieran Guilbert, « [No Country for Young Men: Senegal's villages deserted for dreams of Europe](#) », Thomson Reuters Foundation News [TRADUCTION].

<sup>101</sup> Carlos Ríos Espinosa, « [Accommodating Asylum-Seekers and Migrants with Disabilities](#) », Human Rights Watch, 6 février 2019.

<sup>102</sup> Carlos Ríos Espinosa, « [Life With a Disability in the Migrant Caravan](#) », Human Rights Watch, 20 décembre 2018.

<sup>103</sup> Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, « [Thematic focus: Migrants with disabilities](#) ».

<sup>104</sup> Nations Unies – Personnes handicapées, Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies, [Refugees and migrants with disabilities](#) [TRADUCTION].

Nations Unies pour les réfugiés demande aux États « de protéger les réfugiés handicapés contre toutes les formes de discrimination et de fournir un soutien durable et approprié pour répondre à tous leurs besoins<sup>105</sup> ».

La communauté LGBTQ2 peut aussi être incitée à migrer pour des raisons de sécurité. Actuellement, 70 États membres de l'ONU et d'autres pays ont des lois qui criminalisent les relations homosexuelles et, dans six États membres de l'ONU, ces relations sont passibles de la peine de mort<sup>106</sup>. En vertu de la Convention des Nations unies relative au statut des réfugiés, l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont des motifs pour demander le statut de réfugié<sup>107</sup>. Ces réclamations peuvent être liées aux lois en place, mais aussi à des protections inadéquates « sur le terrain » pour les communautés LGBTQ2. Nous devons établir clairement que les droits de la communauté LGBTQ2 sont des droits de la personne et méritent d'être protégés au même titre que les autres droits.

## 2. Risques pour la sécurité auxquels font face les migrants dans leur voyage

Pendant la migration, les réfugiés et les autres migrants font face à des risques accrus pour la sécurité, et beaucoup d'entre eux sont tués au cours de leur voyage. Les chercheurs estiment que de 1996 à 2017, plus de 60 000 hommes, femmes et enfants sont morts pendant leur migration<sup>108</sup>. Le projet sur les migrants disparus de l'Organisation internationale pour les migrations estime que 4 736 migrants ont été tués au cours de leur périple en 2018<sup>109</sup>.

La plupart des migrants qui sont morts en tentant d'atteindre l'Europe se sont noyés<sup>110</sup>. Les rapports troublants concernant de faux gilets de sauvetage indiquent que des individus opportunistes sont prêts à mettre en danger la vie de migrants et de réfugiés pour le profit. Comme l'a déclaré un secouriste « on pouvait voir des familles avec des enfants portant des gilets de sauvetage et des parents portant des chambres à air de pneus. Ils n'avaient aucune idée que leurs gilets de sauvetage étaient contrefaits et que les chambres à air gonflées étaient plus sécuritaires<sup>111</sup> ».

Les chercheurs notent les « défis importants inhérents à toute tentative de collecte de données sur les décès de migrants<sup>112</sup> ». Sans données désagrégées fiables, il est difficile d'estimer l'impact direct de la migration sur divers groupes vulnérables, y compris les jeunes et les femmes. Le Pacte sur la migration et le Pacte sur les réfugiés appellent tous deux à une collecte de données améliorée ventilées selon le

<sup>105</sup> *Ibid.* [TRADUCTION]

<sup>106</sup> Lucas Ramón Mendos, [State Sponsored Homophobia](#), International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and intersex Association (ILGA), 2019, p. 15-16.

<sup>107</sup> Antonio Zappulla, « [Oubliés à deux reprises : les réfugiés LGBT](#) », Forum économique mondial, 19 janvier 2018.

<sup>108</sup> Ann Singleton, Frank Laczko et Julia Black, « [Measuring unsafe migration: The challenge of collecting accurate data on migrant fatalities](#) » *Migration Policy Practice*, vol. VII, n° 2, avril – septembre 2017, p. 4 [Singleton].

<sup>109</sup> Projet sur les migrants disparus, [Total of Deaths Recorded from 01 January to 15 May](#).

<sup>110</sup> Niamh McIntyre et Mark Rice-Oxley, « [It's 34,361 and rising: how the List tallies Europe's migrant bodycount](#) », *The Guardian*, 20 juin 2018.

<sup>111</sup> Organisation mondiale de la Santé, « [Fake lifejackets play a role in drowning of refugees](#) », Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé, vol. 94, n° 6, juin 2016 [TRADUCTION].

<sup>112</sup> Singleton, p. 7 [TRADUCTION].

sexe et l'âge afin de permettre une analyse approfondie des vulnérabilités spécifiques auxquelles sont confrontés les différents groupes<sup>113</sup>.

Bien qu'il n'existe pas de chiffres fiables, les récits individuels de difficultés abondent. À la fin de 2017, des rapports ont circulé selon lesquels, en Libye, des migrants africains en route vers l'Europe étaient vendus comme esclaves<sup>114</sup>. La Libye est un point de transit important des migrants en provenance d'autres pays africains vers l'Europe. Un représentant de l'Union européenne a déclaré qu'en Libye, les migrants ont fait l'objet de « détentions illégales, d'enlèvements, de torture, de travail forcé et de violence sexuelle et fondée sur le sexe<sup>115</sup> ». La plupart des personnes vendues étaient de jeunes hommes<sup>116</sup>. En février 2019, le gouvernement canadien a annoncé que, au cours des deux prochaines années, le Canada réinstallerait 750 réfugiés sauvés des centres de détention libyens<sup>117</sup>.

Les femmes sont également exposées à des risques accrus pendant la migration, notamment des taux élevés de violence sexuelle, de prostitution forcée et de victimisation par des gangs et des passeurs. Les jeunes femmes et les filles migrantes, dont un grand nombre ont également été touchées par des conflits, sont les plus à risque d'être victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle et d'agressions sexuelles le long des routes migratoires. Bien que les estimations varient quant au nombre de femmes victimes d'agression sexuelle pendant la migration, les chercheurs estiment que « le nombre réel d'agressions sexuelles est presque assurément beaucoup plus élevé que celui documenté par les procureurs et la police, parce que la plupart des agressions ne sont jamais signalées<sup>118</sup> ».

Les femmes migrantes sont susceptibles de se heurter à des obstacles aux soins de santé, en particulier aux services de santé sexuelle et reproductive. Dans le chaos des déplacements, un nombre important de femmes migrantes sont susceptibles d'être enceintes ou de le devenir. Le manque d'accès à la planification familiale, aux soins prénatals et aux services d'accouchement sécuritaires sont autant de facteurs qui mettent les femmes en danger et sont l'une des principales causes de décès chez les femmes et les filles déplacées<sup>119</sup>.

Malgré ces risques, de nombreuses femmes et filles croient que les avantages potentiels de la migration l'emporteront sur les dangers pendant le voyage. Dans bien des cas, il s'agit d'une indication de la gravité de la situation qu'elles ont fuie.

---

<sup>113</sup> Portail de données sur la migration, [Gender and migration](#).

<sup>114</sup> Nima Elbagir et coll., « [People for sale](#) », *CNN*, 14 novembre 2017.

<sup>115</sup> Stephanie Nebehay, « [Executions, torture and slave markets persist in Libya: U.N.](#) », *Reuters*, 21 mars 2018 [TRADUCTION].

<sup>116</sup> IOM UN Migration, « [L'OIM découvre des « marchés aux esclaves » qui mettent en péril la vie des migrants en Afrique du Nord](#) », communiqué de presse, 4 novembre 2017.

<sup>117</sup> Mike Blanchfield et Stephen Cook, « [Hundreds of ex-slaves in Libya coming to Canada, immigration minister says](#) », *CBC News*, 6 février 2019.

<sup>118</sup> Manny Fernandez, « [The Hidden Nightmare of Sexual Violence on the Border](#) » *The New York Times*, 3 mars 2019 [TRADUCTION].

<sup>119</sup> Fonds des Nations Unies pour la population, « [Five reasons migration is a feminist issue](#) » communiqué de presse, 9 avril 2018.

### 3. Enfants et jeunes non accompagnés et séparés

Il serait mal avisé que le rapport de cette année, qui porte sur les jeunes, ne traite pas des difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes réfugiés et migrants aux États-Unis dans le cadre de la politique de « tolérance zéro » en matière d'immigration mise en œuvre par ce pays en avril 2018. Tous les adultes qui entraient illégalement aux États-Unis ont été arrêtés, ce qui les a séparés de leurs enfants<sup>120</sup>. En vertu de cette politique, au moins 2 737 mineurs ont été séparés de leurs parents, bien qu'un rapport indique que les chiffres réels sont probablement beaucoup plus élevés puisqu'aucun système de suivi officiel n'a été utilisé<sup>121</sup>. Selon les données de l'American Civil Liberties Union, 64,5 % des enfants séparés étaient de sexe masculin et 39 % avaient moins de 10 ans<sup>122</sup>. Un article récent soutient que les politiques d'immigration des États-Unis :

peuvent créer des vulnérabilités, notamment la peur et la méfiance, la discrimination, l'accès limité aux services, la séparation des parents et des enfants et la pauvreté. Ces expériences augmentent le risque de problèmes de santé mentale et peuvent exacerber l'exposition antérieure aux traumatismes vécus dans le pays d'origine (p. ex., violence) et pendant la migration (p. ex., extorsion<sup>123</sup>).

Bien que la politique officielle des États-Unis de séparer les familles à la frontière ait pris fin en juin 2018, certains rapports indiquent qu'il pourrait falloir jusqu'à deux ans pour réunir les familles qui ont été séparées<sup>124</sup>. Les documents déposés devant les tribunaux par le gouvernement admettraient qu'il n'est peut-être pas possible de réunir tous les enfants avec leur famille<sup>125</sup>.

Alors que le gouvernement des États-Unis a présenté sa politique de « tolérance zéro » comme un effort visant à dissuader l'immigration illégale, des rapports analysant cette politique démontrent qu'elle était inefficace<sup>126</sup>. Les données de la période pendant laquelle la politique de « tolérance zéro » était appliquée indiquent que, bien que la proportion de migrants appréhendés à la frontière ait diminué au cours de cette période, la réduction du nombre de migrants était inférieure à la moyenne des sept années précédentes. Par ailleurs, il est à noter que les taux de migration diminuent toujours pendant les mois chauds de l'été<sup>127</sup>.

Les États participants de l'OSCE devraient tenir compte des répercussions négatives et à long terme que leurs politiques pourraient avoir sur les populations migrantes vulnérables. En juin 2018, la présidente de la commission des droits de l'homme de l'AP OSCE, Margareta Kiener Nellen, a critiqué « la violation par

---

<sup>120</sup> Salvador Rizzo, « [The facts about Trump's policy of separating families at the border](#) », *The Washington Post*, 19 juin 2018.

<sup>121</sup> Miriam Jordan, « [Family Separation May Have Hit Thousands More Migrant Children Than Reported](#) », *The New York Times*, 17 janvier 2019.

<sup>122</sup> American Civil Liberties Union, *Family Separation By the Numbers*.

<sup>123</sup> Stephanie A. Torres et coll., « [Immigration policy, practices, and procedures: The impact on the mental health of Mexican and Central American youth and families](#) », *American Psychologist*, vol. 73, n° 7, p. 843 [TRADUCTION].

<sup>124</sup> Julia Jacobs, « [U.S. Says It Could Take 2 Years to Identify Up to Thousands of Separated Immigrant Families](#) », *The New York Times*, 6 avril 2019.

<sup>125</sup> Jacob Soboroff and Dennis Romero, « [Finding all migrant children separated from their families may be impossible, feds say](#) », *NBC News*, 2 février 2019.

<sup>126</sup> Brennan Hoban, « [The state of US immigration policy and how to improve it](#), » Brookings, 6 août 2018; Tal Kopan, « [Exclusive: Trump admin thought family separations would deter immigrants. They haven't.](#) », *CNN*, 18 juin 2018.

<sup>127</sup> Adam Isacson, « [Southwest Border Data Shows 'Zero Tolerance' Didn't Deter Migrants After All](#) », Advocacy for Human Rights in the Americas, 5 juillet 2018.

le gouvernement américain des droits de l'homme et des normes humanitaires dans son traitement des migrants – et en particulier des enfants migrants – qui tentent de traverser la frontière américano-mexicaine<sup>128</sup> ». Le sexe, l'âge et les besoins particuliers des jeunes et des enfants migrants ne peuvent être ignorés.

Les pays de l'UE n'ont pas de politique officielle qui entraîne automatiquement la séparation des enfants. Néanmoins, bien que les cas de séparation de familles aux États-Unis aient été très médiatisés, on a estimé en 2015 qu'au moins 10 000 enfants migrants avaient disparu après leur arrivée en Europe dans les dernières années. La plupart de ces enfants voyageaient comme mineurs non accompagnés, tandis que certains ont été séparés de leur famille pour diverses raisons<sup>129</sup>. On craint que beaucoup de ces enfants soient aujourd'hui exploités à des fins sexuelles ou de travail<sup>130</sup>.

Un chercheur a fait remarquer que « dans les reportages sur les enfants identifiés comme “disparus”, le sexe était rarement, voire jamais mentionné. Nous voyons plutôt l'accent mis sur les enfants réfugiés comme des personnes sans sexe et infantilisées<sup>131</sup> ». Un autre chercheur a souligné comment les médias et les organismes de statistiques, en qualifiant ces personnes d'enfants, utilisent un langage qui fait fi de leurs caractéristiques sexospécifiques. Il a observé que, bien que 90 % des mineurs non accompagnés du Moyen-Orient soient des hommes et qu'ils aient probablement été exposés à l'exploitation sexuelle, ils étaient considérés simplement comme des enfants plutôt que des garçons<sup>132</sup>. En 2018, environ les deux tiers des enfants migrants et réfugiés arrivés dans l'UE étaient des garçons<sup>133</sup>. L'utilisation et la diffusion de données exactes ventilées selon le sexe nous aident à remettre en question les stéréotypes de genre erronés, y compris le stéréotype selon lequel seules les femmes sont des migrantes vulnérables qui devraient recevoir une aide prioritaire<sup>134</sup>.

#### 4. Arrivée dans les pays hôtes et intégration

En plus des défis liés à l'intégration dans un nouveau pays d'accueil, les jeunes migrants peuvent être exposés à des risques accrus en matière de sécurité pendant leur adaptation à leur nouveau pays. Les médias jouent un rôle important dans la façon dont les migrants et les réfugiés sont représentés, ce qui exerce une influence sur la façon dont ils sont perçus dans leurs nouvelles communautés<sup>135</sup>. *Les absents de la paix* souligne la nature sexospécifique de ces perceptions. Les jeunes hommes migrants sont

<sup>128</sup> AP OSCE, « [United States must end practice of separating children from parents, says AP OSCEliamentary Assembly's human rights and humanitarian committee Chair](#) », communiqué, 19 juin 2018 [TRADUCTION].

<sup>129</sup> Missing Children Europe, [Missing children in migration](#).

<sup>130</sup> Anja Radjenovic, [En bref : Disparitions d'enfants migrants en Europe](#), Service de Recherche du Parlement européen, mars 2017.

<sup>131</sup> Pruitt, p. 701 [TRADUCTION].

<sup>132</sup> Chris Dolan, « Victims Who are Men », dans [The Oxford Handbook of Gender and Conflict](#), éd. Fionnuala Ni Aolain et coll., Oxford, Royaume-Uni, Oxford University Press, 2018, p. 90; Jessica J Steventon, « [‘Less than human’: does asylum system harm child refugees’ mental health?](#) », Open Democracy, 26 août 2016

<sup>133</sup> HCR, UNICEF et IOM, [Refugee and Migrant Children in Europe](#), janvier à décembre 2018.

<sup>134</sup> Migration Data Portal, [Gender and migration](#).

<sup>135</sup> Alexander Caviedes, « [The Press in Europe: Covering the Migrant Crisis or Generating Crisis?](#) », dans *Migration and the Crisis of the Modern Nation State*, dir. Frank Jacob et Adam Luedtke, Vernon Press, 2018; Pruitt; et Harriet Gray et Anja K Franck, « [Refugees as/at risk: The gendered and racialized underpinnings of securitization in British media narratives](#) », *Security Dialogue*, vol. 0, n° 00 (2019).

souvent perçus comme des « prédateurs » des femmes locales ou des déviants sexuels<sup>136</sup>. Selon une étude, « cette réaction politisée qui consiste à considérer les jeunes hommes comme une menace se produit non seulement en Europe, mais aussi dans d'autres parties du monde, en tirant parti du sexe et de l'âge pour diviser l'opinion<sup>137</sup> ». Les politiques gouvernementales peuvent à leur tour renforcer ces préjugés. Parallèlement, l'OSCE souligne que « les politiques migratoires des États participants comportent rarement une perspective d'égalité des sexes qui répond aux besoins particuliers des femmes migrantes<sup>138</sup> ».

De nombreuses études universitaires font état de la discrimination dont sont victimes les jeunes issus de milieux immigrants de la part de la police et de personnes en position d'autorité dans les pays d'accueil. Cette discrimination peut, par exemple, inciter les jeunes immigrants à ne pas déclarer leurs expériences en tant que victimes d'actes criminels<sup>139</sup>. Au Canada et aux États-Unis, et probablement ailleurs, les pratiques de la police en matière de vérification des renseignements identificatoires ou de fouille par palpation ont tendance à cibler les jeunes appartenant à des groupes racialisés. Le groupe militant *Personne n'est illégal*–Toronto a publié un rapport couvrant la période de 2014 à 2015 et qui explique en détail comment la police de Toronto déclarait les immigrants sans papiers à l'Agence des services frontaliers du Canada, malgré que la ville ait été désignée ville sanctuaire en 2013<sup>140</sup>. Selon *Personne n'est illégal*–Toronto, les discussions concernant la vérification des renseignements identificatoires et le profilage racial devraient inclure des évaluations des conséquences de ces pratiques sur les immigrants sans papiers<sup>141</sup>. Les données indiquent que ces pratiques n'ont aucun effet positif sur la réduction de la criminalité, et qu'elles intensifient plutôt la marginalisation des personnes visées<sup>142</sup>. Depuis janvier 2017, une nouvelle loi de l'Ontario, au Canada, interdit la vérification aléatoire des renseignements identificatoires par la police<sup>143</sup>.

Les stéréotypes négatifs qui sous-tendent les politiques telles que la vérification de renseignements identificatoires ne tiennent pas compte de la façon dont les migrants et les réfugiés peuvent contribuer positivement aux sociétés d'accueil. Lors de l'élaboration d'une nouvelle stratégie de l'UE pour la jeunesse, la Commission européenne a souligné l'importance d'appuyer l'intégration des jeunes migrants et réfugiés<sup>144</sup>. De même, l'ensemble du manuel de formation de l'OSCE sur l'intégration des migrants

---

<sup>136</sup> Simpson, p. 22.

<sup>137</sup> Pruitt, p. 700 [TRADUCTION].

<sup>138</sup> OSCE, [Migration](#) [TRADUCTION].

<sup>139</sup> Anna Rypi, Veronika Burcar et Malin Åkerström, « [Refraining from reporting crimes: accounts from young male crime victims with an immigrant background](#) », *Nordic Social Work Research*, 2018, p. 1.

<sup>140</sup> Une ville sanctuaire permet généralement aux sans-papiers d'accéder aux services sans qu'on leur demande leur statut d'immigration. Nicholas Keung, « [Toronto declared 'sanctuary city' to non-status migrants](#) », *The Toronto Star*, 21 février 2013.

<sup>141</sup> Michael Smees, « [Group claims police are improperly helping CBSA round up undocumented immigrants](#) », *CBC News*, 18 décembre 2018.

<sup>142</sup> « [Little to no proof police carding has effect on crime or arrests: Ontario report](#) », *CBC News*, 31 décembre 2018.

<sup>143</sup> Ontario, [Règl. de l'Ont. 58/16 : Collecte de renseignements identificatoires dans certaines circonstances — Interdiction et obligation](#).

<sup>144</sup> Commission européenne, [Mobiliser, connecter et autonomiser les jeunes : une nouvelle stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse](#).

parle d'initiatives favorisant l'égalité des sexes et les jeunes, insistant sur le fait que des politiques tenant compte de l'égalité des sexes sont essentielles à l'intégration des migrants<sup>145</sup>.

Le fait de fournir de l'éducation aide non seulement les migrants et les réfugiés à s'intégrer dans leur pays d'accueil, mais il doit être compris comme un droit de l'homme, tel qu'inscrit à l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>146</sup>. Dans le cadre de la Déclaration de Berlin de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE de 2018, la Résolution sur les mineurs dans la migration recommande aux États participants de l'OSCE de « dispenser une éducation primaire et secondaire, y compris une instruction dans la ou les langue(s) officielle(s) du pays d'accueil, à tous les enfants, indépendamment de leur statut<sup>147</sup> ».

Les migrants et les réfugiés éprouvent des difficultés d'intégration qui comprennent l'apprentissage d'une nouvelle langue et l'adaptation au système d'éducation local. Plusieurs ont un faible statut socioéconomique dans leur nouveau pays d'accueil<sup>148</sup>. Bien que les élèves immigrés de première génération aient tendance à avoir un rendement inférieur à celui des élèves nés dans les pays d'accueil, l'écart dans les résultats scolaires diminue dans le cas des enfants d'immigrés nés dans les pays d'accueil<sup>149</sup>.

L'obtention d'un emploi rémunérateur est un autre défi pour les jeunes migrants, tout comme pour les femmes et les immigrants plus âgés<sup>150</sup>. Comme le souligne le rapport de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE de 2017 sur l'équilibre entre les sexes, les femmes migrantes et réfugiées ont plus de difficultés à entrer sur le marché du travail que leurs homologues masculins. Selon le Réseau européen des femmes migrantes, « les femmes migrantes et réfugiées ont du mal à s'intégrer en raison de politiques qui ne tiennent pas compte du sexe et ne reflètent pas adéquatement leurs besoins et expériences<sup>151</sup> ». Lorsqu'ils obtiennent un emploi rémunérateur, les migrants sont moins susceptibles que les employés nés au pays de participer activement aux mécanismes qui peuvent les aider à améliorer leurs conditions de travail et leurs salaires. Selon un rapport de l'OSCE, « dans certains pays, les syndicats n'attirent pas une participation élevée de la part des migrants en raison des coûts de l'adhésion, d'un manque de confiance et d'une faible sensibilisation des femmes migrantes, en particulier dans les secteurs non structurés et domestiques<sup>152</sup> ». De plus, les immigrants des deux sexes sont plus susceptibles d'être au chômage dans les pays d'accueil<sup>153</sup>.

---

<sup>145</sup> OSCE, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, [Good Practices in Migrant Integration: Trainer's Manual](#).

<sup>146</sup> UNESCO, [L'éducation pour les migrants : un droit de l'homme inaliénable](#), avril 2018.

<sup>147</sup> Déclaration de Berlin (Les mineurs dans la migration : Le rôle de l'OSCE et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE dans l'élaboration d'un cadre de protection efficace).

<sup>148</sup> Ulrich Kober, « [Educational Inclusion](#) », *Cities of Migration*.

<sup>149</sup> OCDE, [Helping immigrant students to succeed at school - and beyond](#), 2015, p. 2.

<sup>150</sup> OECD Factbook, [Migration and Unemployment](#), 2016, p. 26.

<sup>151</sup> Réseau européen des femmes migrantes, [Gender-Based Dangers Facing Migrant and Refugee Women](#), p. 3 [TRADUCTION].

<sup>152</sup> OSCE, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, [Migrant political participation: a review of policies and integration results in the OSCE region](#), rapport de recherche, décembre 2017, p. 15 [TRADUCTION].

<sup>153</sup> Eldad Davidov et Moshe Semyonov, « [Attitudes toward immigrants in European societies](#) », *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 58, n° 5, p. 360.

Une récente étude de l'ONU et de la Banque mondiale souligne que la migration, si elle est bien gérée, « peut offrir de nombreux avantages et constitue une alternative aux contraintes liées aux transitions démographiques. Les migrants contribuent à leur pays d'accueil en comblant de graves pénuries de main-d'œuvre, en payant des impôts et des cotisations de sécurité sociale, et en créant des emplois en tant qu'entrepreneurs<sup>154</sup> ». Une évaluation de l'impact économique des réfugiés dans les pays de l'UE montre que dans les pays dont la main-d'œuvre vieillit, comme l'Allemagne, l'arrivée de jeunes réfugiés aide à combler les pénuries de main-d'œuvre et contribue aux fonds de pension<sup>155</sup>. Le Canada est un excellent exemple des nombreux avantages associés à l'accueil de migrants et de réfugiés qui, génération après génération, s'intègrent à la société et obtiennent la citoyenneté en quelques années. Les États participants et nos citoyens doivent constater les avantages et trouver des façons d'améliorer les perspectives d'emploi des migrants et des réfugiés.

D'autres domaines de politiques et de règlements seront également pertinents. En fait, l'examen de certaines politiques qui semblent à première vue simples révèle que celles-ci ont des incidences sur l'égalité des sexes. Une analyse des envois de fonds a remarqué que les femmes migrantes gagnent généralement moins que leurs homologues masculins, et qu'en même temps, elles ont tendance à envoyer des montants moins élevés, mais plus fréquents. Un examen des coûts associés à chaque envoi de fonds montre qu'en transférant plus souvent de petits montants, les femmes payent généralement des frais de transaction plus élevés que les hommes<sup>156</sup>.

Les personnes handicapées doivent relever des défis supplémentaires lorsqu'elles s'intègrent dans leur nouveau pays. Encore une fois, ce sont dans ces situations que l'analyse intersectionnelle est très importante étant donné que différents facteurs identitaires interagissent de façon complexe. Par exemple, les problèmes de santé mentale, y compris le trouble de stress post-traumatique et d'autres incapacités psychosociales, peuvent souvent passer inaperçus lorsque les migrants arrivent dans les pays d'accueil<sup>157</sup>. L'Agence suédoise de la migration exige que les examens médicaux des migrants « portent sur la santé physique et mentale passée et présente, et permettent d'établir si la personne a été victime d'agression, de viol ou de torture ». L'Agence a également élaboré un guide sur la façon d'aider les migrants ayant des besoins spéciaux<sup>158</sup>. En avril 2018, le gouvernement du Canada a modifié la disposition relative à l'interdiction de territoire pour motifs sanitaires de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, ce qui facilite l'immigration au Canada des personnes handicapées<sup>159</sup>. Des politiques et des pratiques similaires favorables aux personnes handicapées devraient être mises en œuvre dans tous les États hôtes.

En revanche, un article publié par Human Rights Watch a révélé la façon dont certains jeunes migrants détenus aux États-Unis ont été traités de force par des médicaments et gardés dans des conditions

---

<sup>154</sup> Organisation des Nations Unies et Banque mondiale, [Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict](#), Washington (DC) : Banque mondiale, 2018, p. 63 [TRADUCTION].

<sup>155</sup> Philippe Legrain, « [Refugees Work: A humanitarian investment that yields economic dividends](#) », *Tent Partnership for Refugees*, mai 2016, p. 8.

<sup>156</sup> ONU Femmes, [Migration, Remittances and Financial Inclusion: Challenges and Opportunities for Women's Economic Empowerment](#), Groupe mondial sur la migration, 2017, p. 7.

<sup>157</sup> Réseau social européen, [Migrants with Disabilities: A Hidden Problem](#).

<sup>158</sup> *Ibid.* [TRADUCTION].

<sup>159</sup> Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, [Le gouvernement du Canada met à jour sa politique sur l'interdiction de territoire pour motifs sanitaires afin qu'elle tienne compte de l'inclusion des personnes handicapées](#), communiqué de presse, 16 avril 2018.

excessivement restrictives après avoir montré des signes de maladie mentale<sup>160</sup>. Au Canada, la recherche en santé sur les jeunes hommes immigrants et réfugiés a montré que « le contexte social peut faire en sorte qu'il soit difficile pour les jeunes hommes immigrants et réfugiés de demander de l'aide pour des problèmes de santé mentale<sup>161</sup> ». Cette recherche signale que les préoccupations à l'égard de la santé physique et mentale des migrants et des réfugiés doivent être reconnues et traitées de manière appropriée par les pays d'accueil.

## 5. Initiatives de l'OSCE pour les jeunes, l'égalité des sexes et la migration

Bien que les victimes de la traite des personnes ne soient pas toutes des migrants ou des réfugiés, les deux groupes se chevauchent et les mesures prises à cet égard bénéficient à de nombreux migrants et réfugiés. En décembre 2018, le Conseil ministériel de l'OSCE a adopté la *Décision n° 6/18 : Renforcement des efforts visant à prévenir et à combattre la traite des enfants, y compris les mineurs non accompagnés*. Conformément à la recommandation de l'AP OSCE, cette décision appelle les États participants à adopter des mesures pour assurer le respect des droits des enfants victimes de la traite des personnes et des approches qui tiennent « compte des préoccupations propres aux filles et aux garçons et de l'intérêt supérieur de l'enfant<sup>162</sup> ». Le Conseil ministériel de l'OSCE a adopté plusieurs autres décisions concernant la lutte contre la traite des enfants. La *Décision n° 6/17 de décembre 2017, Renforcement des efforts visant à lutter contre toutes les formes de traite des enfants, y compris à des fins d'exploitation sexuelle, et contre les autres formes d'exploitation sexuelle des enfants*, porte autant sur l'âge que sur le sexe. Les États participants devraient être félicités d'avoir tenu compte des questions de genre dans ces décisions.

En février 2016, l'AP OSCE a mis sur pied le Comité spécial sur les migrations dont le travail porte sur « les aspects politiques et de sécurité, les enjeux économiques, les droits de la personne et les questions humanitaires » entourant la migration<sup>163</sup>. Au cours de sa deuxième année, le comité s'est concentré sur les enfants non accompagnés et séparés<sup>164</sup>. En juillet 2018, l'AP OSCE a adopté la *Résolution sur les mineurs dans la migration : Le rôle de l'OSCE et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE dans l'élaboration d'un cadre de protection efficace*, qui a été proposée par le président du Comité spécial. Axée sur les jeunes, cette résolution demandait au Conseil ministériel de l'OSCE d'adopter une décision claire à l'égard de la migration, incluant les enfants non accompagnés et séparés. La résolution exhorte les États participants « à mettre en œuvre des cadres d'accueil adaptés pour les mineurs non accompagnés, qui tiennent compte de leurs besoins spécifiques (avec la mise en place, par exemple, d'installations spécialisées pour les jeunes filles enceintes), de leur sexe, leur âge, mais également de leur niveau de dépendance<sup>165</sup> ». La mise en œuvre de cette recommandation serait une étape très positive.

---

<sup>160</sup> Lea Labaki, [Migrant kids are being traumatized, not treated for mental health needs](#), Human Rights Watch, 25 juillet 2018.

<sup>161</sup> Carla Hilario, « [Let's Talk about the mental health of young immigrant and refugee men](#) », *The Conversation*, 30 janvier 2018 [TRADUCTION].

<sup>162</sup> Conseil ministériel de l'OSCE, [Decision No. 6/18](#), 7 décembre 2018 [TRADUCTION].

<sup>163</sup> Assemblée parlementaire de l'OSCE, [Migration](#).

<sup>164</sup> Assemblée parlementaire de l'OSCE, [Report by Ms. Nahima Lanjri Chair of the OSCE PA Ad Hoc Committee on Migration](#), 22 février 2019.

<sup>165</sup> *Déclaration de Berlin (Les mineurs dans la migration : Le rôle de l'OSCE et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE dans l'élaboration d'un cadre de protection efficace)*.

Nous allons maintenant passer à notre dernier thème, qui est peut-être le problème le plus important auquel l'humanité est confrontée aujourd'hui : le changement climatique.

## **C. Les jeunes, l'égalité des sexes et le changement climatique**

### **1. Intégration de l'égalité des sexes et changement climatique**

Une discussion sur les enjeux qui touchent les jeunes d'aujourd'hui serait incomplète sans analyser le monde que nous leur laissons en héritage. En effet, l'un des objectifs de la présidence slovaque de l'OSCE pour 2019 est d'assurer un avenir plus sûr, notamment en mobilisant les jeunes et en favorisant le développement durable. Pour les jeunes, l'enjeu le plus important touchant l'avenir est, bien sûr, le changement climatique. Bien que le changement climatique ait déjà été considéré comme un problème environnemental, il est maintenant reconnu comme un « multiplicateur de menaces » qui aggrave les menaces actuelles à la paix et à la sécurité<sup>166</sup>.

Le changement climatique aura diverses conséquences à différents endroits, et pourrait entraîner la modification des modèles sociaux et économiques, des menaces au logement, à la sécurité alimentaire et aux infrastructures, avoir une incidence sur les moyens de subsistance et aggraver les tensions politiques et sociales. Des institutions fortes sont nécessaires pour faire face aux changements à venir de manière pacifique<sup>167</sup>. Les femmes et les filles sont généralement touchées de façon disproportionnée par les répercussions des changements climatiques, bien qu'il soit important d'examiner les situations au niveau local, car ce n'est pas toujours le cas. D'un point de vue mondial, étant donné que beaucoup de femmes et de filles sont les principales utilisatrices et gestionnaires des ressources naturelles, les principales responsables des soins et du foyer familial, elles dépendent de ressources qui sont souvent menacées par les changements climatiques<sup>168</sup>. Comme l'indique le guide de l'OSCE, *Gender and Environment*, les femmes risquent de connaître une augmentation de la pauvreté et de l'insécurité en raison des changements climatiques. Le guide cite ce qui s'est passé dans les communautés touchées par la dessiccation de la mer d'Aral en Asie centrale afin d'offrir un exemple des résultats sexospécifiques des changements climatiques. Bien que la santé et les moyens de subsistance de tous aient été touchés, les hommes ont migré pour trouver d'autres débouchés économiques. Les femmes se sont retrouvées seules pour faire face aux conséquences de l'assèchement de la mer et s'occuper de leurs responsabilités familiales<sup>169</sup>.

Dans d'autres domaines, les hommes peuvent avoir plus de difficulté à s'adapter aux changements climatiques que les femmes. Même dans une sphère d'activité économique semblable, le fait que ce soit les hommes ou les femmes qui sont les plus touchés peut varier selon les pratiques locales. Par exemple, la diversité des espèces cultivées est généralement associée à une meilleure résilience aux répercussions du changement climatique. Toutefois, les pratiques adoptées par les hommes et les femmes à l'égard de la sélection des espèces cultivées et de l'ampleur de la diversité varient en fonction des traditions agricoles liées aux sexes. Dans certaines traditions, ce sont les hommes qui cultivent une plus grande diversité d'espèces, alors que dans d'autres, ce sont les femmes. Il est nécessaire de comprendre les réalités locales et d'intégrer ces considérations dans l'élaboration des projets et la prise de décisions si nous

---

<sup>166</sup> ENVSEC, [Climate Change and Security](#), p. 3 [ENVSEC].

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>168</sup> Gouvernement du Canada, [Les femmes et les changements climatiques](#).

<sup>169</sup> OSCE, [Gender and Environment: A Guide to the Integration of Gender Aspects in the OSCE's Environmental Projects](#), 2009, p. 44 [OSCE Gender and Environment Guide].

voulons optimiser les avantages des investissements et assurer l'égalité des sexes lors de la mise en œuvre<sup>170</sup>.

L'intégration de l'égalité des sexes et l'analyse intersectionnelle sont essentielles aux mesures d'atténuation, d'adaptation et de résilience, mais elles nécessitent des données désagrégées. Les changements climatiques exacerberont les inégalités entre les sexes, telles qu'elles sont reconnues dans l'Accord de Paris, qui reconnaît également la nécessité de trouver des solutions qui tiennent compte de l'égalité des sexes et de renforcer les capacités<sup>171</sup>. Le Plan d'action pour l'égalité des sexes (GAP) de la CCNUCC est un document de quatre pages qui décrit cinq domaines prioritaires pour atteindre ses objectifs en termes très généraux<sup>172</sup>. Les jeunes n'y sont mentionnés qu'une seule fois, relativement à la formation. Bien que l'élaboration du Plan d'action pour l'égalité des sexes soit une étape importante, il semble approprié d'élaborer un plan plus détaillé sur cet enjeu très complexe. Les divers fonds de financement climatique qui permettent de réaliser des projets d'adaptation et d'atténuation tireraient également profit d'une plus grande intégration de l'égalité des sexes et de l'analyse intersectionnelle de façon à ce que les besoins de tous soient considérés lors des choix de financement. Les objectifs et la conception des projets, les processus de consultation, la collecte de données, la budgétisation et la mise en œuvre des projets sont tous des aspects qui pourraient profiter de l'intégration de considérations liées à l'égalité des sexes, aux besoins des jeunes et à d'autres facteurs identitaires<sup>173</sup>. Alors que la plupart des fonds ont maintenant des plans et des politiques en matière d'égalité des sexes, la mise en œuvre sur le terrain est moins cohérente<sup>174</sup>. Comme dans beaucoup d'autres domaines, il reste du travail à accomplir pour opérationnaliser l'intégration de l'égalité des sexes et l'analyse intersectionnelle dans les programmes sur les changements climatiques et cerner les facteurs identitaires autres que le genre.

De plus en plus de recherches montrent que les changements climatiques sont susceptibles d'accroître les risques de conflit, qui, à leur tour, entraîneront les répercussions connexes décrites précédemment sur les jeunes femmes et les filles<sup>175</sup>. L'augmentation de la migration est liée aux changements climatiques et aux conflits à mesure que les gens quittent des endroits où la rareté s'intensifie. Une étude récente a révélé que les demandes d'asile dans l'UE augmentaient à mesure que les températures s'éloignaient des conditions agricoles idéales dans les pays d'origine. L'étude prédit que les demandes d'asile présentées à l'UE augmenteront à mesure que les changements climatiques s'intensifieront<sup>176</sup>. Des rapports indiquent que dans les pays d'Amérique centrale où la dégradation de l'environnement associée

---

<sup>170</sup> Sam Sellers, [Gender and Climate Change: A Closer Look at Existing Evidence](#), Global Gender and Climate Alliance, novembre 2016, p. 9.

<sup>171</sup> Nations unies, [Accord de Paris](#), 2015, préambule et article 2.

<sup>172</sup> Nations unies, Convention-cadre sur les changements climatiques, *Rapport de la Conférence des Parties sur sa vingt-troisième session, tenue à Bonn du 6 au 18 novembre 2017, Additif Deuxième partie : Mesures prises par la Conférence des Parties à sa vingt — troisième session* (Annexe : [Plan d'action pour l'égalité des sexes](#)), FCCC/CP/2017/11/Add.1, Bonn, Allemagne, 6 au 18 novembre 2017, p. 15 à 18.

<sup>173</sup> Sellers, p. 7.

<sup>174</sup> Voir, par exemple, Independent Evaluation Office of the GEF, [Evaluation on Gender Mainstreaming in the GEF](#), 3 mai 2017. D'autres études sur l'intégration de l'égalité des sexes et le financement lié aux changements climatiques sont disponibles sur le site des Nations Unies, [Gender and Climate Change Finance](#).

<sup>175</sup> Richard Akresh, « [Climate Change, Conflict, and Children](#) », *The Future of Children*, vol. 26, n° 1, printemps 2016.

<sup>176</sup> Anouch Missirian et Wolfram Schlenker, « [Asylum applications respond to temperature fluctuations](#) », *Science*, vol. 358, n° 6370, décembre 2017.

au changement climatique s'est aggravée au cours des dernières années, davantage de migrants ont fui ces pays pour tenter d'atteindre les États-Unis<sup>177</sup>.

Les liens entre les conflits et la dégradation de l'environnement sont bien documentés par les chercheurs. Les conflits contribuent à la déforestation, à la destruction de la biodiversité, à la pollution et à l'insécurité de l'eau<sup>178</sup>. En outre, puisque les changements climatiques ont une incidence sur la disponibilité de l'eau douce, la densité de la population et la productivité du sol, les chercheurs prévoient que les changements environnementaux déclencheront de plus en plus de conflits à mesure que les ressources se raréfieront<sup>179</sup>.

Les conséquences des changements climatiques sur l'égalité des sexes sont observées depuis près de 20 ans. Pourtant, les politiques en matière de développement demeurent souvent indifférentes aux défis uniques auxquels sont confrontés les hommes et les femmes lorsqu'ils tentent de s'adapter aux changements climatiques<sup>180</sup>. Nous en sommes à une étape critique et nous devons agir rapidement pour éviter les effets les plus dévastateurs des changements climatiques et réduire au minimum les risques de conflits liés au climat. Comme nous le verrons dans la prochaine section, les jeunes sont à l'avant-garde des mouvements qui exigent une action immédiate.

## 2. Mobilisation des jeunes en réponse au changement climatique

Les récentes grèves des jeunes pour le climat ont été déclenchées par une jeune femme suédoise. Greta Thunberg a commencé à manifester seule devant le Parlement suédois en 2018, lorsqu'elle avait 15 ans. Ces manifestations lui ont permis de lancer un mouvement international de 1,5 million de jeunes qui ont fait la grève, dans 100 pays, le 22 mars 2019<sup>181</sup>. Au Forum économique mondial de Davos en 2019, elle a fait sa désormais célèbre déclaration :

Les adultes répètent sans cesse : « Nous devons aux jeunes de leur donner de l'espoir ». Mais je ne veux pas de votre espoir. Je ne veux pas que vous ayez de l'espoir. Je veux que vous paniquez. Je veux que vous ressentiez la peur que je ressens tous les jours. Et puis je veux que vous agissiez. Je veux que vous agissiez comme vous le feriez en situation de crise. Je veux que vous agissiez comme si notre maison était en feu. Parce qu'elle l'est<sup>182</sup>.

En raison de l'importance de la perspective intersectionnelle, comme nous l'avons souligné précédemment, il est important de comprendre que Greta Thunberg est atteinte du spectre de l'autisme. Elle considère que l'autisme est un aspect fondamental de son identité qui l'a menée à l'activisme climatique, et non un obstacle, comme plusieurs pourraient le penser. Elle a expliqué qu'elle peut se concentrer très longtemps sur un même problème, dans ce cas-ci, le changement climatique, et que les

---

<sup>177</sup> Lauren Markham, « [How climate change is pushing Central American migrants to the US](#) », *The Guardian*, 6 avril 2019.

<sup>178</sup> Todd Westcott, « [UN Environment Exec. Director Statement on Environmental Impact of Armed Conflict](#) », *Water Canada*, 6 novembre 2018.

<sup>179</sup> Clionadh Raleigh et Henrik Urdal, « [Climate change, environmental degradation and armed conflict](#) », *Political Geography*, vol. 26, 2007.

<sup>180</sup> Valerie Nelson et coll., « [Uncertain predictions, invisible impacts, and the need to mainstream gender in climate change adaptations](#) », *Gender and Development*, vol. 10, n° 2, juillet 2002.

<sup>181</sup> Steve Silberman, « [Greta Thunberg became a climate activist not in spite of her autism but because of it](#) », *Vox*, 6 mai 2019.

<sup>182</sup> Le discours complet se trouve sur le [site web](#) du journal *The Guardian* [TRADUCTION].

personnes atteintes du spectre de l'autisme voient souvent les choses en noir ou blanc et peuvent être d'une franchise brutale<sup>183</sup>.

L'incitation à la mobilisation de M<sup>me</sup> Thunberg envers les changements climatiques l'a amenée à être mise en nomination pour le prix Nobel de la paix par un parlementaire norvégien qui a expliqué :

Si nous n'agissons pas contre les changements climatiques, ils seront la cause de guerres, de conflits et d'afflux de réfugiés. Greta Thunberg a lancé un mouvement de masse que je considère être une importante contribution à la paix<sup>184</sup>.

Bien qu'il puisse y avoir des leaders naturels au sein du mouvement des jeunes pour le climat, notamment M<sup>me</sup> Thunberg, il n'y a pas de leaders « officiels ». Les récentes actions des jeunes sont en train de changer la façon de défendre les droits, l'auto-organisation organique jouant un rôle plus important et remplaçant l'organisation descendante plus traditionnelle des groupes non gouvernementaux. Ce phénomène a été observé dans d'autres mouvements de jeunes pour le contrôle des armes à feu, et les mouvements Black Lives Matter et #MoiAussi, qui ont tous véritablement modifié au cours des dernières années les débats sur d'importants enjeux relatifs à la sécurité de nos collectivités<sup>185</sup>. Il y a beaucoup à apprendre des jeunes militants qui s'engagent dans leur communauté, à l'échelle nationale et internationale. Ils utilisent les technologies de l'information et des communications pour démocratiser les processus, encourager la participation directe et simplifier la documentation<sup>186</sup>.

Simultanément, d'autres jeunes militent au sein des systèmes politiques traditionnels. Alexandria Ocasio-Cortez, une membre du Congrès de 29 ans élue en 2018, a proposé un nouveau pacte écologique, qui a reçu beaucoup d'attention des médias. Dans certains pays, les jeunes poursuivent même leurs gouvernements pour leur inaction face au changement climatique<sup>187</sup>. Compte tenu des enjeux du débat sur le climat et de la nécessité d'agir de toute urgence, la mobilisation des jeunes et le recours à diverses stratégies sont nécessaires si nous voulons faire face à la crise climatique à temps.

### **3. Initiatives de l'OSCE pour les jeunes, l'égalité des sexes et le changement climatique**

Le Conseil ministériel de l'OSCE n'a pris aucune décision à l'égard du changement climatique depuis 2014, année où il a adopté la *Décision n° 6/14 : Renforcement de la réduction des risques de catastrophe*. Bien que cette décision ne vise pas uniquement le changement climatique, elle reconnaît ses répercussions sur la fréquence et l'ampleur des catastrophes et l'importance des mesures d'atténuation et d'adaptation. En outre, la décision encourage les États participants à « élaborer, coordonner et mettre en œuvre, selon qu'il conviendra, des mesures de réduction des risques de catastrophe avec des plans d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ce dernier à tous

---

<sup>183</sup> John Queally, « [Depressed and Then Diagnosed With Autism, Greta Thunberg Explains Why Hope Cannot Save Planet But Bold Climate Action Still Can](#) », *Common Dreams*, 19 décembre 2018.

<sup>184</sup> Silberman [TRADUCTION].

<sup>185</sup> Derrick Rhayn, « [Young Leaders as a Self-organizing Vanguard](#) », *Nonprofit Quarterly*, 18 mars 2019.

<sup>186</sup> Simpson, p. 55.

<sup>187</sup> Andrew Winston, « [Young People Are Leading the Way on Climate Change, and Companies Need to Pay Attention](#) » *Harvard Business Review*, 26 mars 2019; ENvironnement JEUnesse, [Les jeunes du Québec poursuivent le gouvernement du Canada pour son inaction climatique](#).

les niveaux appropriés<sup>188</sup> ». Même si le contexte actuel rend l'exercice difficile, il est essentiel que le Conseil ministériel examine de nouveau les incidences du changement climatique puisque les risques se sont aggravés depuis 2014, et qu'il approuve une décision ferme et détaillée à ce sujet. Cette décision devrait reconnaître que le changement climatique entraîne différentes expériences selon différents facteurs, notamment le genre et l'âge, et encourager fortement l'inclusion de diverses perspectives liées à l'égalité des sexes et aux jeunes dans les politiques sur les changements climatiques afin de s'assurer que les mesures d'atténuation, d'adaptation et de résilience tiennent compte des différents impacts sur différents groupes et que tous profitent des investissements faits dans la lutte aux changements climatiques.

L'AP OSCE a abordé les changements climatiques, à divers degrés, dans toutes les récentes déclarations annuelles, y compris le point supplémentaire adopté en 2017 relativement à l'importance de la coopération en matière de gouvernance de l'eau dans un contexte de rareté accrue causée par les changements climatiques, et un autre adopté en 2015 sur les défis environnementaux et les possibilités économiques en Arctique<sup>189</sup>. Cette année, 2019, un point supplémentaire intégrant les questions d'égalité des sexes et des jeunes à titre d'éléments essentiels à la réussite de la lutte aux changements climatiques sera débattu pour la première fois. Puisque les modèles de prise de décisions de l'OSCE et de l'AP OSCE ne sont pas les mêmes et que ce dernier n'exige pas le même degré de consensus, l'AP OSCE a une excellente occasion d'être un chef de file dans cet enjeu crucial pour la paix et la sécurité.

Les institutions de l'OSCE peuvent également jouer un rôle important. L'OSCE, par le biais de ses opérations sur le terrain et du Bureau du/de la Coordonnateur/Coordinatrice des activités économiques et environnementales de l'OSCE, inclut parmi ses domaines d'intérêt la promotion de « l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes ainsi qu'une implication effective des femmes et des jeunes dans les activités environnementales<sup>190</sup> ». Le guide de l'OSCE sur l'égalité des sexes et l'environnement contient des conseils utiles pour assurer l'intégration de l'égalité des sexes dans les projets environnementaux de l'OSCE, en identifiant quatre questions clés à poser à chaque étape du cycle d'un projet :

- Qui fait quoi?
- Qui a accès à quelles ressources?
- Qui contrôle quelles ressources?
- Qui a besoin de quoi?<sup>191</sup>

Si nous voulons intégrer une approche intersectionnelle, ces mêmes questions pourraient être posées aux jeunes et à d'autres groupes, peut-être dans le cadre de la mise à jour du guide (le guide actuel date de 2009). Il est essentiel que divers groupes d'hommes et de femmes, y compris des jeunes, participent aux prises de décisions concernant les mesures d'adaptation, d'atténuation et de résilience. Les activités environnementales de l'OSCE à l'intention des jeunes semblent comprendre la formation et la

---

<sup>188</sup> Conseil ministériel de l'OSCE, [Décision n° 6/14 : Renforcement de la réduction des risques de catastrophe](#), MC.DEC/6/14, 5 décembre 2014, p. 2 et 3.

<sup>189</sup> PA OSCE, [Minsk Declaration and Resolutions Adopted by the OSCE Parliamentary Assembly at the Twenty-sixth Annual Session](#), Minsk, 5 au 9 juillet 2017; AP OSCE, [Helsinki Declaration and Resolutions Adopted by the OSCE Parliamentary Assembly at the Twenty-fourth Annual Session](#), Helsinki, 5 au 9 juillet 2015.

<sup>190</sup> OSCE, [Activités environnementales](#).

<sup>191</sup> OSCE, [Gender and Environment Guide](#), p. 16.

sensibilisation, deux volets qui sont essentiels<sup>192</sup>. En même temps, pour nous assurer que les besoins des jeunes sont compris et intégrés, nous devons insister sur leur participation à la prise des décisions et à l'élaboration des politiques et des projets. Toutefois, comme il a été mentionné précédemment, l'intégration de l'égalité des sexes et de l'analyse intersectionnelle reposent sur la collecte de données désagrégées et de l'analyse des différentes répercussions des changements climatiques selon des facteurs identitaires tels que le sexe et l'âge.

L'Initiative pour l'environnement et la sécurité (ENVSEC) est un effort de coopération novateur entre l'OSCE, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) et le Centre environnemental régional pour l'Europe centrale et orientale. L'ENVSEC travaille en Europe de l'Est et du Sud-Est, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale pour étudier les liens entre l'environnement et les questions de sécurité, y compris par le biais d'évaluations participatives sur les répercussions des changements climatiques sur la sécurité dans les zones chaudes de la région de l'OSCE, et de soutien aux mesures transfrontalières d'adaptation aux changements climatiques<sup>193</sup>. Malheureusement, l'égalité des sexes, les femmes et les jeunes semblent être très rarement mentionnés dans les plans et les documents associés à leurs projets. Cet important travail serait avantagé par l'intégration active de l'égalité des sexes et de l'analyse intersectionnelle pour réaliser des évaluations des risques plus complètes et élaborer des mesures appropriées.

L'OSCE encourage également le travail de la société civile en matière de changements climatiques en appuyant les centres Aarhus. La *Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement* (la Convention d'Aarhus) de la CEE-ONU et son Protocole de 1998 sont les seuls instruments internationaux juridiquement contraignants liés à la « démocratie environnementale ». La Convention reconnaît l'équité intergénérationnelle et prévoit la participation de la société civile à la prise de décisions environnementales<sup>194</sup>. La Convention regroupe 47 Parties de l'Europe et de l'Asie centrale, plusieurs étant également des États participants à l'OSCE<sup>195</sup>. Les centres Aarhus établissent un pont entre les gouvernements et la société civile<sup>196</sup>. Puisque l'intégration de l'égalité des sexes et l'autonomisation des jeunes sont des priorités pour les centres, ceux-ci pourraient jouer un rôle essentiel dans la promotion de l'intégration de l'égalité des sexes et de l'analyse intersectionnelle dans la gouvernance environnementale au sein des États participants de l'OSCE.

Enfin, l'analyse actuelle des répercussions sexospécifiques des changements climatiques se concentre généralement sur les pays du Sud, dans lesquels l'agriculture de subsistance est une activité économique dominante. L'OSCE pourrait jouer un rôle important dans le soutien et la facilitation de l'intégration de l'égalité des sexes et de l'analyse intersectionnelle des répercussions des changements climatiques dans les pays à revenu intermédiaire et élevé de la région de l'OSCE, par l'entremise d'ENVSEC, des centres Aarhus et du Bureau du/de la Coordonnateur/Coordinatrice des activités économiques et environnementales de l'OSCE.

---

<sup>192</sup> Par exemple, voir OSCE, [Week of environmental training for youth in Tajikistan](#); OSCE, [OSCE Supports Raising Awareness on Human Rights and Environment for Ukrainian Youth](#).

<sup>193</sup> OSCE, [Environment and Security \(ENVSEC\) Initiative](#); ENVSEC.

<sup>194</sup> Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, [Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement](#), Aarhus, Danemark, 25 juin 1998.

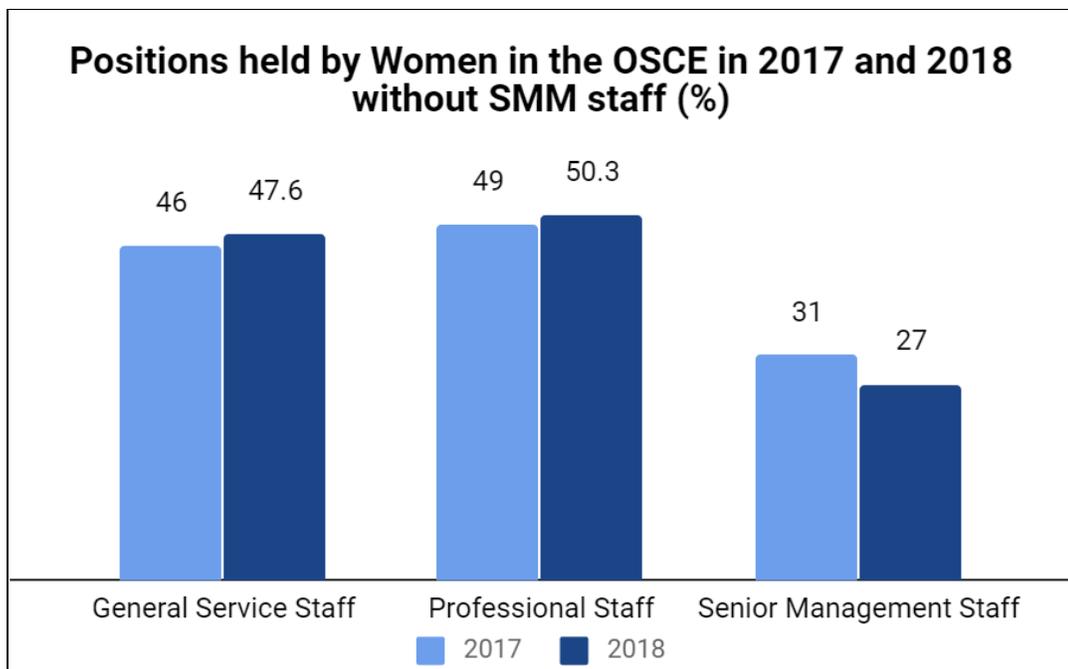
<sup>195</sup> CEE-ONU, [Aarhus Convention: Parties to the Aarhus Convention and their dates of ratification](#).

<sup>196</sup> Pour obtenir des renseignements détaillés, voir OSCE/ENVSEC, [Aarhus Centres, Rio+20: A Brief Introduction](#).

#### IV. LE SEXE DES EMPLOYÉS DES STRUCTURES GOUVERNEMENTALES DE L'OSCE

L'analyse de l'égalité entre les sexes dans l'ensemble des structures gouvernementales de l'OSCE, dont nous discuterons dans les pages suivantes, se fonde sur les données fournies par la Section de l'égalité des sexes et le Département des ressources humaines du Bureau du Secrétaire général de l'OSCE, qui mettent en lumière la représentation des femmes et des hommes au sein du Secrétariat, des institutions et des opérations de terrain de l'OSCE en date du **1<sup>er</sup> décembre 2018**.

À l'exclusion des membres du personnel de la Mission spéciale de surveillance en Ukraine, l'OSCE compte 2 288 employés, dont 48,1 % sont des femmes, soit une proportion légèrement plus élevée que l'année précédente (47 %) <sup>197</sup>.



L'analyse qui suit porte sur les membres du personnel de la Mission spéciale d'observation en Ukraine <sup>198</sup>.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2018, l'OSCE comptait 3 579 employés, dont 41,4 % étaient des femmes. C'est parmi le personnel des services généraux (47,9 %) que la représentation des femmes est la plus forte au sein du Secrétariat, des institutions et des opérations de terrain, suivi des postes professionnels (agents

<sup>197</sup> Voir tableau 1 dans les annexes.

<sup>198</sup> Voir le tableau 2 en annexe.

professionnels nationaux, de P1 à P4 et S, S1 et S2)<sup>199</sup>, où les femmes représentaient 36,3 % de l'effectif. Elles demeurent sous-représentées dans la haute direction (25,3 %).

Au sein du Secrétariat et des institutions, les femmes occupent actuellement 11 des 36 postes de haute direction (30,5 %).<sup>200</sup>

Par rapport à 2014, et jusqu'en 2018, seulement 12 femmes avaient été chefs des opérations de terrain, ce qui contraste fortement avec les 47 hommes qui occupaient un tel poste pendant cette période. En 2018, deux présences sur le terrain ont été dirigées par des femmes : le Centre de l'OSCE à Achgabat et la mission de l'OSCE au Monténégro. Le nombre de chefs adjointes a doublé (une en 2017). Seuls les postes de chefs adjointes du Bureau du programme de l'OSCE à Nur-Sultan et de la mission au Monténégro étaient occupés par des femmes. Le pourcentage global de femmes occupant des postes de haute direction dans les opérations de terrain a diminué, passant de 31 % en 2017 à 21,5 % en 2018.

#### **A. Secrétariat de l'OSCE<sup>201</sup>**

Globalement, la représentation des femmes a augmenté pour atteindre 58,4 % de l'effectif du Secrétariat de l'OSCE en 2018. La proportion des femmes aux postes de niveau S est passée de 37,5 % à 49,2 %. Comme dans le cas des postes de niveau P+, les hommes sont toujours majoritaires (53,4 %). En 2018, il y avait encore deux postes de niveau D occupés par des femmes. Comme en 2018, le poste de secrétaire général est toujours occupé par un homme, comme il l'a toujours été depuis la nomination du premier secrétaire général du Secrétariat de l'OSCE en 1993.

#### **B. Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH)<sup>202</sup>**

En 2018, les femmes représentaient 57,3 % de l'effectif du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) et occupaient 68,3 % des postes de niveau G. Selon les données de 2018, cette proportion pour les postes de niveau S est passée de 50 % en 2017 à 60 % en 2018. Le nombre total de femmes occupant des postes professionnels est demeuré le même que durant la dernière période visée par le rapport, soit 44,3 %. Le seul poste de niveau D du Bureau était occupé par une femme, et c'est toujours une femme qui dirige l'institution.

---

<sup>199</sup> L'OSCE offre des contrats à durée déterminée pour les postes du Secrétariat, des institutions et, dans une certaine mesure et principalement dans le domaine de l'administration, dans ses missions. Les conditions de rémunération et d'emploi sont semblables à celles du régime commun des Nations Unies : Services généraux (G1 à G7), Professionnels (APN, S, S1, S2, P1-P4) et Haute direction (S3+, P5+, D, chefs et chefs adjoints de mission et d'institutions). Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de l'OSCE à : <http://www.osce.org/employment/43284>.

<sup>200</sup> Voir le tableau 3 en annexe.

<sup>201</sup> Voir le tableau 4 en annexe.

<sup>202</sup> Voir le tableau 5 en annexe.

**C. Haut-commissariat pour les minorités nationales (HCMN)<sup>203</sup>**

En 2018, les femmes représentaient 54,8 % de l'effectif du Haut-Commissariat des minorités nationales (HCMN). Elles occupaient 66,7 % des postes de niveau S, une augmentation importante de 25 % depuis l'année précédente, et représentaient 33,3 % des employés de niveau P, également une augmentation importante de 23 % comparativement à 2017. Le poste de chef d'établissement était et est toujours détenu par un homme.

**D. Bureau du représentant pour la liberté des médias (BRLM)<sup>204</sup>**

En 2018, les femmes représentaient 53,3 % de l'effectif du Bureau du Haut-Commissariat des minorités nationales (HCMN). Elles occupaient 80 % des postes de niveau S, mais une seule employée détenait un poste de niveau P sur quatre. Tous les postes de niveau D et de direction de l'institution sont occupés par des hommes.

**E. Détachements au Secrétariat ainsi que dans les institutions et les missions de terrain<sup>205</sup>**

Le 31 décembre 2018, l'OSCE comptait au total 1 224 employés détachés provenant de 46 États membres, dont 26,5 % étaient des femmes.

Les États comptant le nombre le plus élevé de femmes détachées étaient les États-Unis (36 femmes sur 103, soit 35 %), l'Allemagne (31 femmes sur 66, soit 47 %) et l'Italie (26 femmes sur 72, soit 36,1 %). L'Arménie est le seul pays où la parité a été atteinte dans les détachements (trois femmes détachées et trois hommes détachés). L'Arménie est le seul pays où la parité a été atteinte dans les détachements (trois femmes détachées et trois hommes détachés). Les détachements des pays suivants présentaient les plus grands écarts en faveur des hommes : Fédération de Russie (deux femmes détachées et 49 hommes détachés), Moldavie (sept femmes détachées et 48 hommes détachés), Roumanie (deux femmes détachées et 34 hommes détachés), Belgique (aucune femme, un homme détaché), Estonie (aucune femme, quatre hommes détachés), Lituanie (aucune femme, deux hommes détachés), Slovénie (aucune femme, un homme détaché), Turquie (aucune femme, 17 hommes détachés), Ukraine (aucune femme, deux hommes détachés).

**F. Opérations de terrain : Égalité des sexes parmi les employés<sup>206</sup>**

Le 1<sup>er</sup> décembre 2018, l'OSCE comptait 16 missions sur le terrain auxquelles ont participé au total 2 970 employés, dont 38,6 % étaient des femmes.

Selon l'opération de terrain et son mandat, l'OSCE emploie un certain nombre d'employés locaux. En 2018, les plus importantes opérations de terrain de l'OSCE ont été la mission d'observation spéciale en Ukraine (1 291 membres, dont 29,5 % de femmes) et la mission au Kosovo, qui comptait 458 employés locaux dont 156 seulement étaient des femmes, soit 34 % de l'effectif, ce qui représente une légère augmentation par rapport à l'année précédente (30 %). Les missions sur le terrain comptant les plus fortes proportions de femmes sont les suivantes : le coordonnateur des projets de l'OSCE en Ukraine (65,5 %),

---

<sup>203</sup> Voir le tableau 6 en annexe.

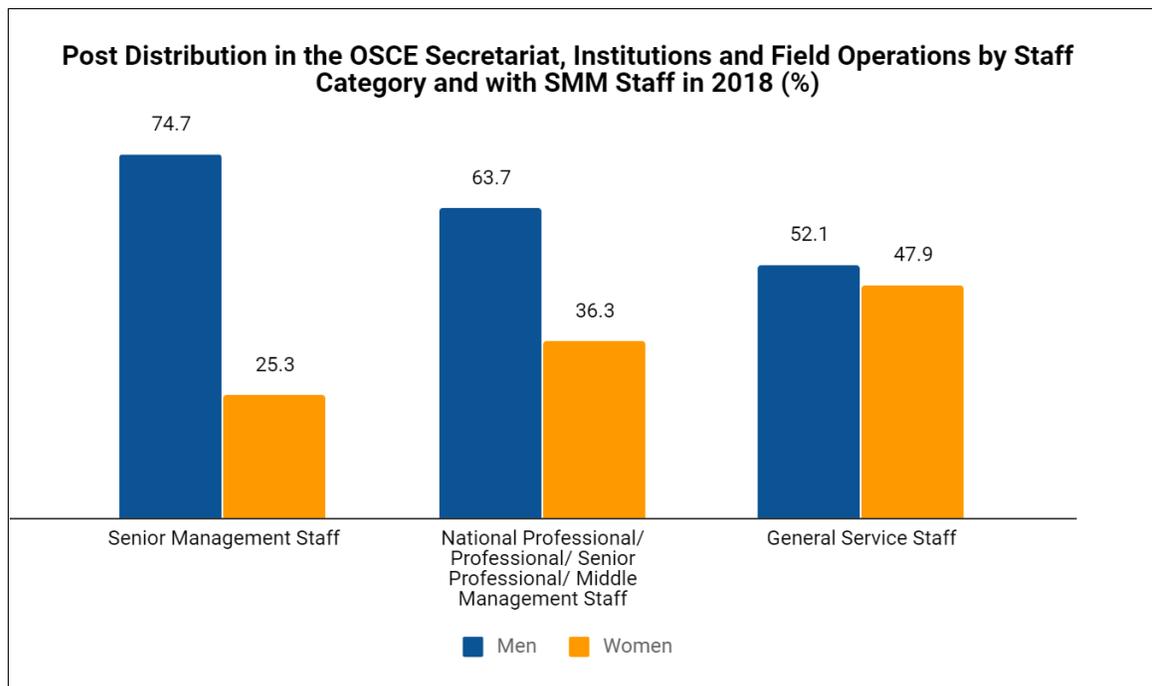
<sup>204</sup> Voir le tableau 7 en annexe.

<sup>205</sup> Voir le tableau 8 en annexe. Veuillez noter que les employés détachés de la MSO sont inclus.

<sup>206</sup> Voir le tableau 9 en annexe.

la mission de l'OSCE au Monténégro (61,3 %), la présence de l'OSCE en Albanie (58,5 %) et le Centre de l'OSCE à Bichkek (52,4 %). Les autres missions où les femmes représentent la majorité des employés comprennent le Bureau du programme de l'OSCE à Nur-Sultan (51,8 %) et les missions de l'OSCE en Serbie (51,5 %) et en Bosnie-Herzégovine (51 %). À quelques exceptions près, comme la mission de l'OSCE au Kosovo (34 %), la mission d'observation de l'OSCE aux deux points de contrôle russes (23,8 %) et le représentant personnel du président en exercice pour le conflit dont est saisie la Conférence de Minsk de l'OSCE (23,5 %), les missions sur le terrain de l'OSCE semblent près d'atteindre l'égalité des sexes, puisque les proportions d'employés se situent pour la plupart entre 40 et 60 %

Dans les opérations de terrain, les femmes occupaient aussi divers postes<sup>207</sup>. Les femmes représentaient 44,1 % des employés des services généraux, 34,3 % des professionnels et 21,5 % de la haute direction.



## V. REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LA MISSION SPÉCIALE D'OBSERVATION EN UKRAINE

### A. Plan d'action pour l'égalité des sexes

Le réseau des points focaux pour l'égalité des sexes (PFS) de la Mission spéciale d'observation (MSO) a été mis en place en 2015 pour surveiller tous les aspects du travail de la mission ainsi que pour intégrer la parité hommes-femmes aux programmes et aux activités de la MSO. La conseillère principale de l'OSCE pour les questions de parité des sexes à Kiev dirige le réseau et coordonne les interventions de tous les PFS sur le terrain.

Le premier Plan d'action pour l'égalité des sexes (le Plan) dans les MSO, élaboré en 2016 dans le cadre de la stratégie globale de l'OSCE, avait trois grands objectifs : l'intégration des principes d'égalité des

<sup>207</sup> Voir le tableau 10 en annexe.

sexes aux structures de la MSO et à l'environnement de travail; la parité des sexes au travail de surveillance et d'établissement de rapports de la MSO ainsi qu'aux autres activités liées à son mandat; la coordination de la collaboration avec les intervenants internationaux et nationaux, dont la société civile, en matière d'égalité des sexes<sup>208</sup>.

Le dernier Plan d'action sur l'égalité des sexes pour 2018-2019 prévoit *quatre résultats* :

1. intégrer la perspective de la parité à toutes les activités de la MSO, afin que celle-ci puisse gérer les problèmes de sécurité humaine plus efficacement;
2. coordonner la collaboration en matière d'égalité des sexes avec les intervenants nationaux et internationaux, dont la société civile, afin de permettre l'adoption d'une pratique d'échange d'information efficace;
3. améliorer l'égalité des sexes dans toutes les sphères et à tous les niveaux de la MSO ainsi que créer un environnement de travail où la diversité et l'égalité des chances sont prises en compte
4. mener régulièrement des évaluations pour déterminer l'état d'avancement du Plan, les meilleures pratiques et les difficultés qui subsistent<sup>209</sup>.

## B. L'égalité des sexes dans l'effectif de la MSO

Bien que la mise en œuvre du Plan contribue à l'amélioration de la situation, en particulier la parité dans les activités actuelles de la MSO et les problèmes de sécurité, il reste encore beaucoup à faire, surtout pour parvenir à l'égalité des sexes dans l'effectif. Le 1<sup>er</sup> décembre 2018, la MSO comptait 1 291 employés, dont seulement 29,5 % de femmes.

Selon les données statistiques sur le recrutement et les employés figurant dans le dernier rapport du chef de la mission d'observation au Conseil permanent<sup>210</sup>, pour la période du 5 novembre 2018 au 20 janvier 2019, des 939 candidatures transmises à la MSO, 169 provenaient de femmes (\*18 %). Après le processus de sélection, sur 183 nouveaux employés embauchés, 40 % étaient des femmes. De ce nombre, 133 employés, dont 42 % de femmes, ont été déployés dans les équipes de surveillance de Donetsk et de Lougansk (voir le tableau ci-dessous).

Candidats	Candidatures reçues	%	Candidatures retenues	%	Déploiement des équipes de surveillance de Donetsk et de Lougansk	%

<sup>208</sup> " Annual Progress Report on the

Implementation of the OSCE 2004 Action Plan on the Promotion of Gender Equality, octobre 2017, p. 1.

<sup>209</sup> "OSCE, Special Monitoring Mission to Ukraine: Informal security briefing for the participating States, 22.05.2018.

<sup>210</sup> OSCE Special Monitoring Mission to Ukraine:» Report by Chief Monitor to the OSCE Permanent Council », 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Femmes	169	18 %	<b>73</b>	<b>40%</b>	55	42 %
Hommes	770	82 %	<b>110</b>	<b>60 %</b>	78	58 %
Total	939	100 %	<b>183</b>	<b>100 %</b>	133	100 %

Source : OSCE Special Monitoring Mission to Ukraine: Report by Chief Monitor to the OSCE PC », 01.02.2019.

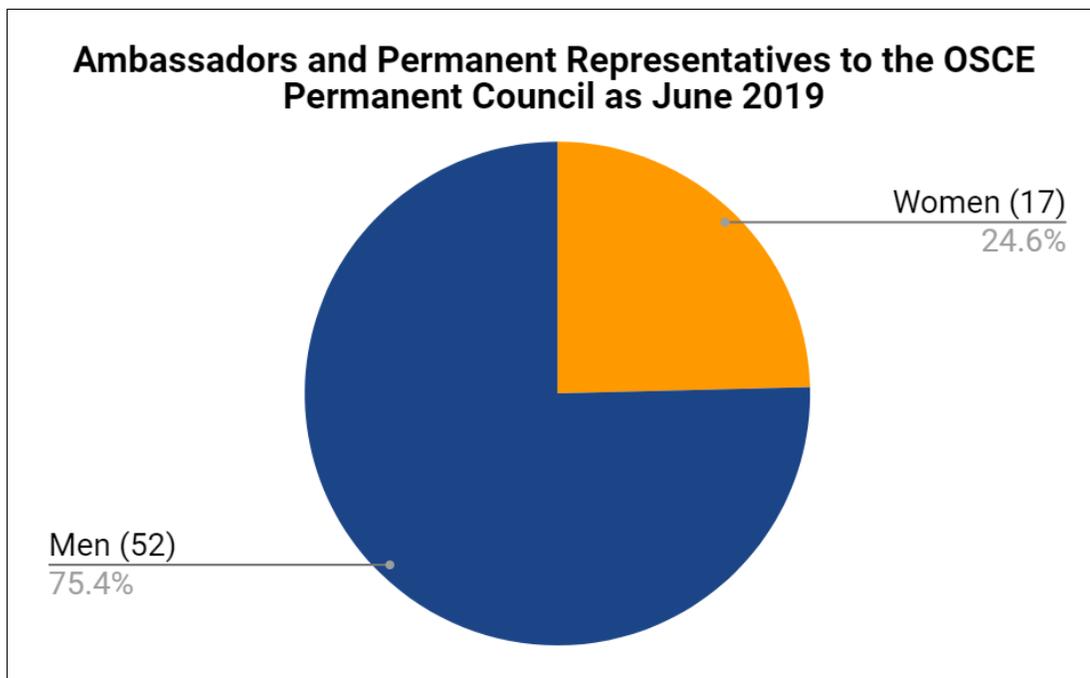
Ces données présentées dans le rapport du chef de la mission d'observation reflètent également la situation actuelle de l'égalité des sexes dans l'effectif de la MSO : les femmes demeurent sous-représentées dans des postes comme ceux de chef du centre de surveillance technique, d'agent de sécurité, d'expert en caméras et en détecteurs et d'expert technique en technologie de l'information et des communications (TIC). Un seul des trois chefs d'équipe adjoints recrutés était une femme. Le 1<sup>er</sup> décembre 2018, parmi tous les membres de la mission, les femmes représentaient moins du tiers des employés (29,5 %) et représentaient 49 % des postes de niveau G, 30 % des postes de niveau P et 21,5 % des postes de haute direction.

## **VI. L'ÉQUILIBRE ENTRE LES SEXES CHEZ LES AMBASSADEURS DE L'OSCE À VIENNE ET LES REPRÉSENTANTS PERMANENTS AU CONSEIL PERMANENT DE L'OSCE**

L'analyse qui suit vise à montrer la représentation des hommes et des femmes parmi les ambassadeurs et les représentants permanents au Conseil permanent de l'OSCE à Vienne en date du **1<sup>er</sup> juin 2019**. Cela comprend les ambassadeurs/représentants permanents des 57 États membres (plus l'ambassadeur de l'UE), les ambassadeurs des onze partenaires de l'OSCE pour la coopération et l'ambassadeur de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

On compte actuellement 69 ambassadeurs/représentants permanents au Conseil permanent de l'OSCE à Vienne, dont 24,6 % de femmes, nettement peu représentées<sup>211</sup>.

<sup>211</sup> Voir le tableau 11 en annexe.



## VII. L'ÉQUILIBRE ENTRE LES SEXES À L'AP OSCE

Lors de la réunion annuelle tenue à Vilnius en 2009, le Comité permanent a modifié le Règlement de l'AP OSCE en acceptant d'introduire un nouveau paragraphe à l'article 1, selon lequel « chaque délégation nationale doit être composée de représentants des deux sexes ».

En 2011, l'AP OSCE a adopté une résolution sur la « représentation des femmes à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE », dans laquelle elle demandait aux parlements nationaux d'accroître la représentation des femmes au sein des délégations nationales. Elle y faisait observer, avec préoccupation, qu'en date de février 2011, 17 des 57 délégations nationales n'étaient composées que d'hommes, que seules 10 femmes étaient chefs de délégation et que seulement 73 déléguées sur 307 (23,7 %) étaient des femmes.

Depuis, les délégations nationales se sont efforcées d'améliorer l'équilibre entre les sexes à l'Assemblée parlementaire, bien que ce ne soient pas tous les pays qui s'y conforment encore.

Les États membres de l'OSCE étudient régulièrement comment ils pourraient faire avancer l'égalité entre les sexes, et les membres de l'AP OSCE sont prêts à prendre part au débat sur le sujet. En mars 2017, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a organisé la Conférence intitulée « Les perspectives féminines à l'OSCE » au Parlement autrichien. Cette conférence, qui traitait du renforcement de la participation des femmes aux discussions sur la sécurité, a réuni des parlementaires, des représentants des opérations de terrain de l'OSCE, des universitaires et des représentants de la société civile<sup>212</sup>. Lors de la réunion d'hiver de l'AP OSCE tenue à la fin de février 2019, la représentante spéciale sur les questions de genre à

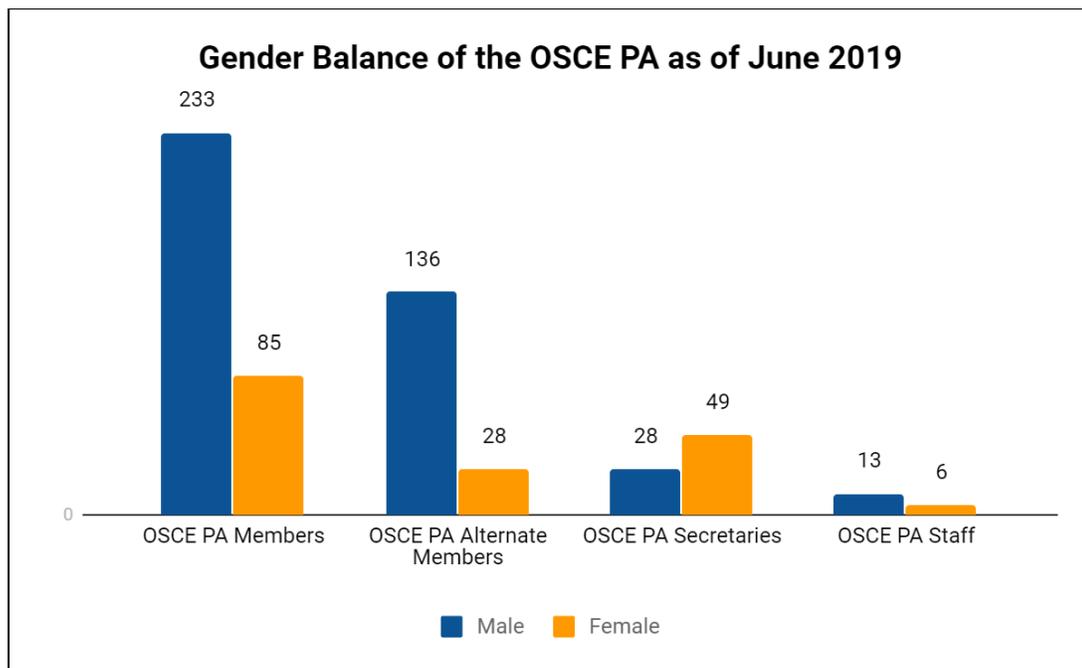
<sup>212</sup> [OSCE PA Conference on 'OSCE Security Policy - Female Perspectives'](#), 23 mars 2017, Vienne.

l'AP OSCE, M<sup>me</sup> Hedy Fry, a présenté un rapport sur les développements récents et les idées initiales pour le rapport sur les sexes de 2019, comme elle le fait chaque année.

### A. Données sur le répertoire des membres<sup>213</sup>

Les données de juin 2019 montrent que les hommes sont majoritaires à l'AP OSCE. En ce qui concerne l'équilibre entre les sexes dans les délégations, près des trois quarts des membres en titre, y compris les chefs et chefs adjoints de délégation, et des membres remplaçants de l'AP OSCE sont des hommes (76,5 %), qui occupent au total 369 des 482 postes. Par rapport aux données fournies dans le rapport de l'année dernière, aucun changement majeur dans la représentation des femmes au sein de l'Assemblée ne peut être observé. Toutefois, mentionnons que quatre délégations de l'AP OSCE ont atteint la parité hommes-femmes, soit celles de la **Norvège**, du **Portugal**, de l'**Arménie** et du **Liechtenstein**.

On compte beaucoup plus de femmes secrétaires de délégations que d'hommes. En effet, 49 secrétaires de délégations sur 77 sont des femmes, pour une répartition femmes-hommes de 64 % et 36%<sup>214</sup>.



### B. Initiative visant à accroître la participation des femmes

Les efforts entrepris par les délégations nationales en vue de se conformer à l'article 1.4 du Règlement de l'AP OSCE ont grandement fait diminuer le nombre de délégations sans représentation féminine. Le nombre de délégations uniquement masculines a chuté, passant de 17 en 2011 à 10 en 2012 et 2013, puis à 9 en 2014, pour passer de nouveau à 10 en 2015 et tomber à 6 en 2016 et 2017. En juin 2019, seulement deux délégations n'avaient toujours pas de représentantes féminines (nombre inchangé par rapport à 2018).

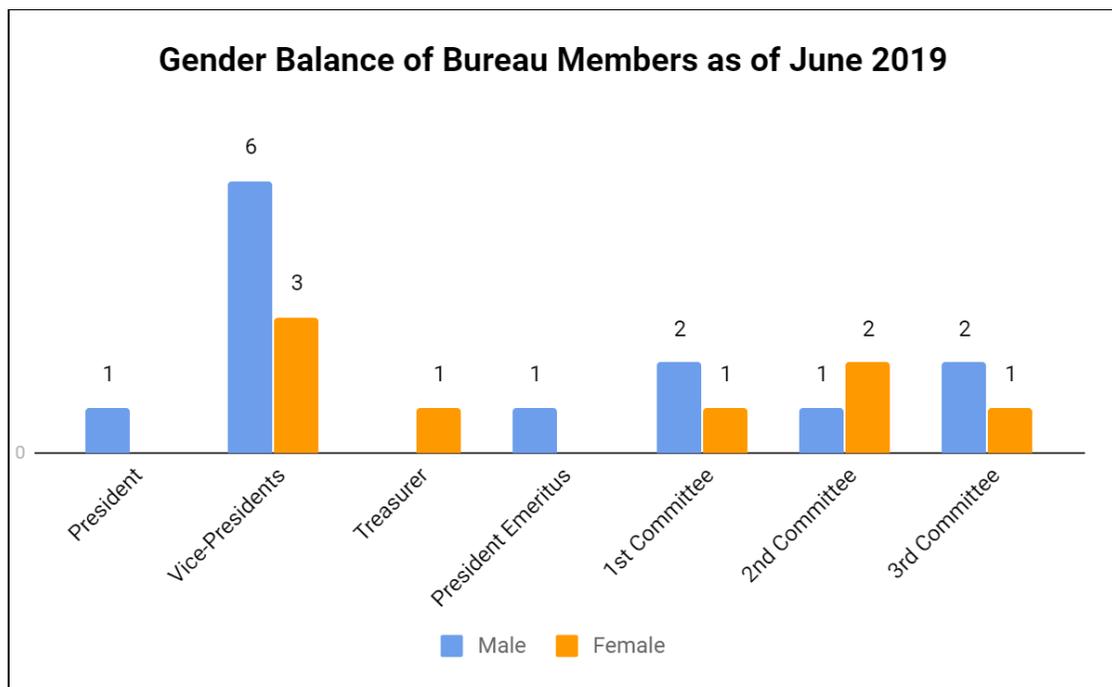
<sup>213</sup> On peut obtenir le répertoire des membres de [l'AP OSCE](#) en faisant la demande au Secrétariat international.

<sup>214</sup> Voir le tableau 12 en annexe. Les co-secrétaires et les chefs de délégations ont aussi été inclus dans cette catégorie.

En juin 2019, 24 délégations nationales de l'AP OSCE étaient actuellement dirigées par des femmes (nombre inchangé par rapport à 2017 et 2018).

### C. Le sexe des employés du Bureau

Le Bureau se compose du président, de neuf vice-présidents, du trésorier et du président honoraire, ainsi que de trois agents supérieurs de chacune des commissions générales. En juin 2019, le Bureau comprenait 21 membres, dont huit femmes. Les hommes y représentaient donc 62 % de l'effectif, et les femmes, 38 %. Comparativement aux statistiques de 2018 sur l'équilibre entre les sexes au Bureau, il y a eu une augmentation de 12 % de la représentation des femmes. Ces chiffres respectent l'objectif de 30 % établi en 2011<sup>215</sup>.



#### 1. Présidentes et vice-présidentes de l'AP OSCE

Les données sur la présidence et la vice-présidence ont changé depuis l'année visée par le rapport précédent. En mai 2017, le président de l'AP OSCE était une femme, Christine Muttonen (Autriche), et sur les huit vice-présidents, Isabel Santos (Portugal) était la seule femme. Par ailleurs, une femme, Doris Barnett (Allemagne), était la trésorière du Bureau. Depuis novembre 2017, le président de l'AP OSCE est un homme, George Tsereteli (Géorgie), mais la proportion d'hommes et de femmes à la vice-présidence s'est légèrement améliorée avec la présence d'Isabel Santos (Portugal), de Margareta Cederfelt (Suède) et de Kari Henriksen (Norvège), actuellement vice-présidente (sur neuf postes). Doris Barnett (Allemagne) continue d'agir à titre de trésorière du Bureau<sup>216</sup>.

Voir l'allocution prononcée par M<sup>me</sup> Hedy Fry, représentante spéciale de l'AP OSCE sur les questions de genre, à l'occasion de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, 10<sup>e</sup> réunion d'hiver, 24–25 février 2011, Vienne (Autriche).

<sup>216</sup> Voir le tableau 13 en annexe.

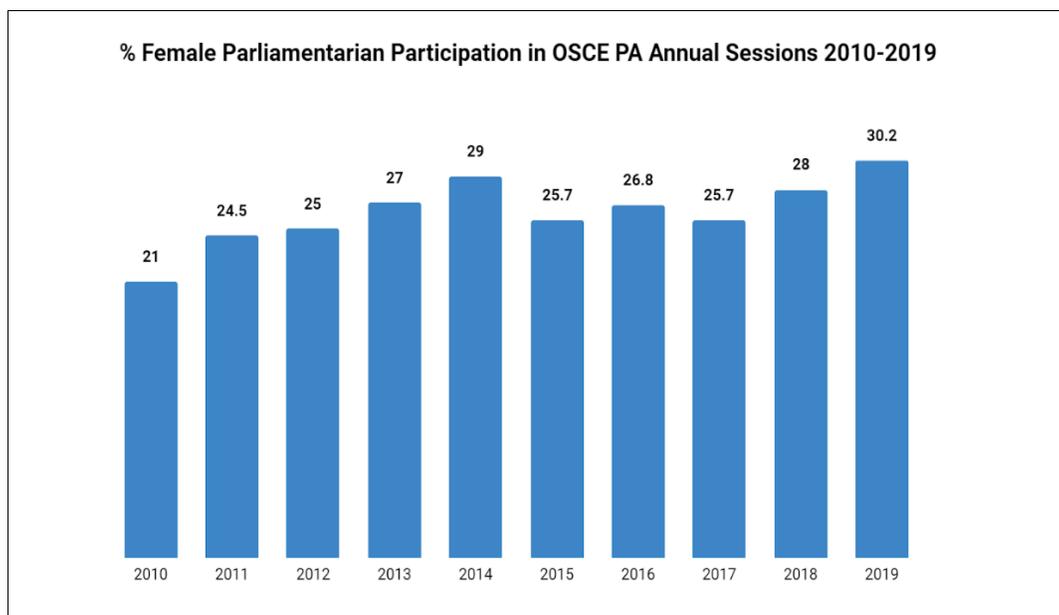
## 2. Agents des commissions générales de l'AP OSCE

Comparativement à la période visée par le rapport de 2018, le nombre de femmes à la tête d'une commission générale a augmenté. Les femmes occupent actuellement quatre des neuf postes d'agent supérieur des commissions, comparativement à six postes au cours de la période visée par le dernier rapport. Sur ce total, deux femmes, Nilza de Sena (Portugal) et Margareta Kiener Nellen (Suisse), assument respectivement la présidence des deuxième et troisième commissions.

### D. Participation des femmes parlementaires aux réunions annuelles de l'AP OSCE (2009-2015)

Les tableaux ci-dessous montrent le pourcentage de députées ayant participé aux réunions de l'AP OSCE.

La participation des femmes a été légèrement meilleure à la réunion annuelle de 2017, comparativement à l'année précédente (de 26,8 % à 27,5 %), et à la réunion annuelle de 2018 (28 %). La représentation féminine attendue lors de la prochaine réunion annuelle au Luxembourg en juillet 2019 est de 30,2 %<sup>217</sup>

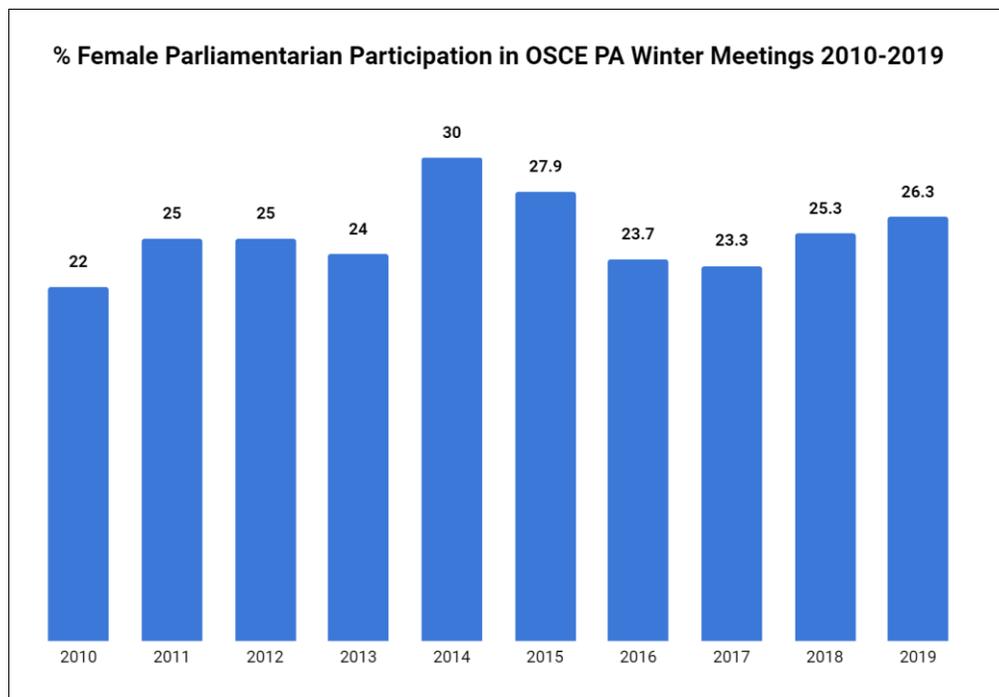


Le pourcentage global de femmes ayant participé aux réunions d'hiver de l'OSCE<sup>218</sup> a légèrement diminué, la réunion de 2014 ayant obtenu le plus haut taux de participation des femmes au cours des dix dernières années (30 %)<sup>219</sup>. Ces deux dernières années, la participation des femmes a légèrement augmenté à la réunion d'hiver de l'AP OSCE de 2019 (26,3 %) par rapport aux données de 2018 (25,3 %).

<sup>217</sup> Voir le tableau 14 en annexe.

<sup>218</sup> Voir le tableau 15 en annexe.

<sup>219</sup> Voir le Rapport sur l'équilibre entre les sexes de l'AP OSCE de juillet 2014.

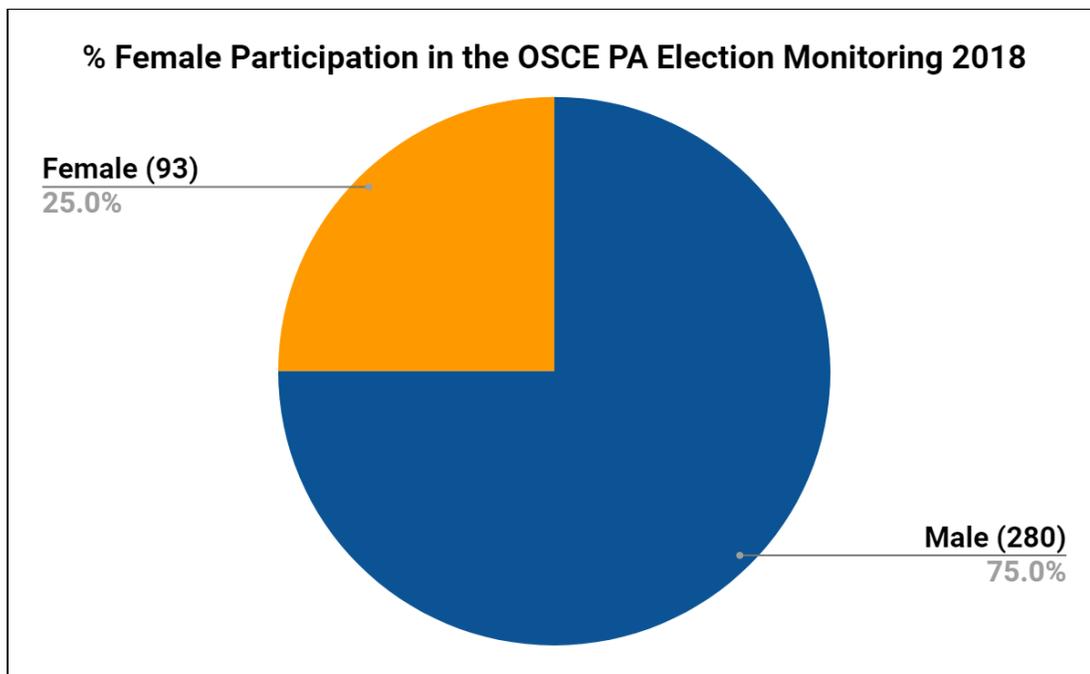


#### **E. Représentation féminine dans les missions d'observation électorale de l'AP OSCE en 2018-2019<sup>220</sup>**

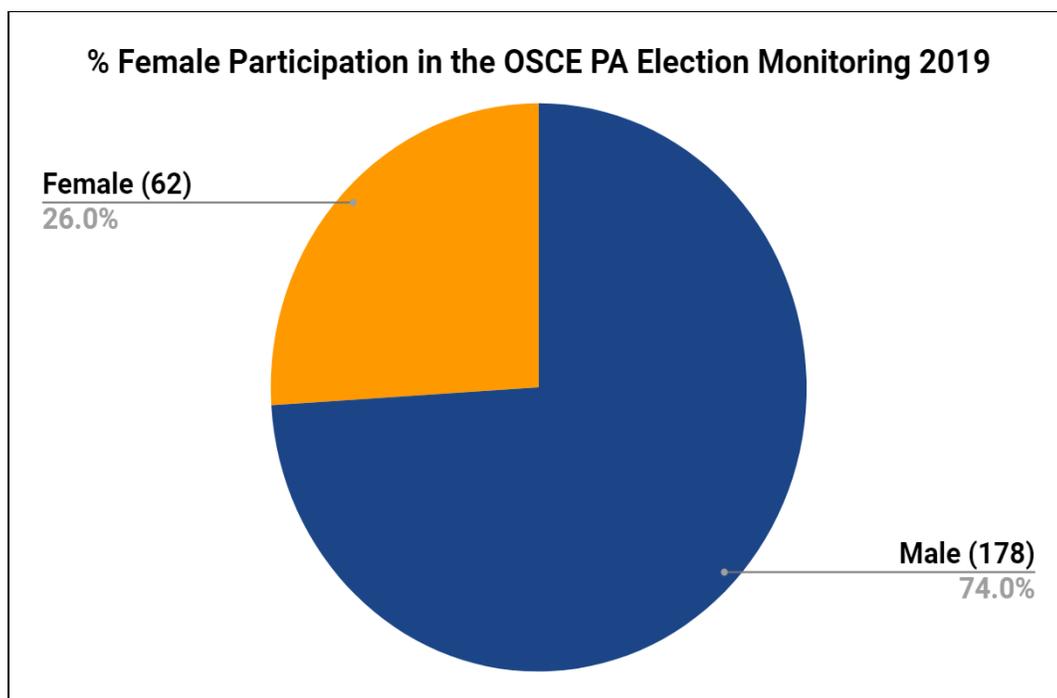
Les femmes jouent un rôle actif dans les missions d'observation électorale menées chaque année par l'AP OSCE. Les chiffres de 2018 montrent que 93 observatrices (24 %) et 280 observateurs ont participé aux missions (75 %), une augmentation notable par rapport à l'année précédente alors qu'elles ne représentaient que 20 %. Pendant la première moitié de 2019, 62 observatrices (26 %) et 178 observateurs (74 %) ont participé à quatre missions d'observation électorale.

Au cours de la période 2017-2018 visée par le rapport, les femmes occupaient 62,5 % des postes de direction des missions d'observation électorale, qui comprennent les coordonnateurs spéciaux désignés par le président en exercice pour diriger à court terme les observateurs et les chefs des missions d'observation de l'AP OSCE. Il s'agit d'une forte augmentation par rapport à la période visée par le rapport précédent où les femmes occupaient 37 % des postes de direction dans les missions d'observation électorale de l'AP OSCE.

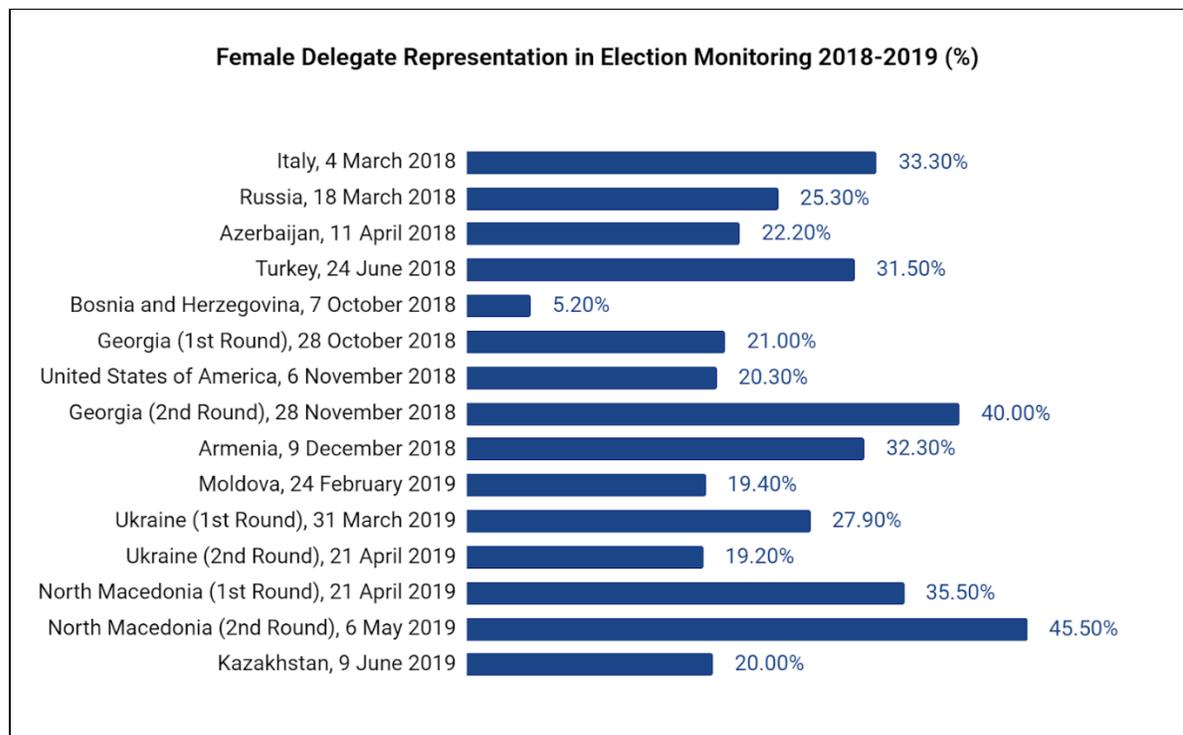
<sup>220</sup> Voir le tableau 16.



Remarque : Chefs des délégations, coordonnateurs spéciaux des délégations et membres des délégations compris.



Remarque : Chefs des délégations, coordonnateurs spéciaux des délégations et membres des délégations compris. Le diagramme illustre les missions d'observation électorale de l'AP OSCE en date du 9 juin 2019.



#### F. Personnel permanent du Secrétariat international de l'AP OSCE

À l'heure actuelle, le Secrétariat international de l'AP OSCE, y compris le bureau de liaison à Vienne, se compose de 20 employés permanents, dont six femmes. Par rapport aux statistiques de 2018, le secrétaire général de l'AP OSCE et ses deux remplaçants sont toujours des hommes.

#### G. Programme international d'aide à la recherche

Le Secrétariat international de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a mis en œuvre un Programme de bourses de recherche dans le cadre duquel il embauche des étudiants de deuxième ou de troisième cycles pour une période de six mois afin de leur donner l'occasion d'acquérir une expérience pratique dans le domaine des affaires internationales. À l'heure actuelle, quatre boursiers travaillent pour le Secrétariat international à Copenhague et quatre pour le bureau de liaison à Vienne, soit un homme et sept femmes.

#### H. Représentation féminine dans les parlements nationaux des États membres de l'OSCE

Selon les données fournies par l'Union interparlementaire, la représentation globale des femmes dans les parlements nationaux des pays de l'OSCE a augmenté depuis la période visée par le dernier rapport. Au sein des États membres de l'OSCE, et depuis la période visée par le dernier rapport, **l'Ukraine** devient le pays qui affiche la représentation féminine la moins élevée avec seulement 11,6 % de femmes. La représentation féminine aux parlements nationaux de **Malte** (11,9 %), du **Liechtenstein** (12,0 %) et de **Hongrie** (12,6 %) est aussi faible selon les données de 2019. Les parlements nationaux de la **Suède**

(47,3 %), de la **Finlande** (41,5 %) et de l'**Espagne** (41,4 %) présentent les plus fortes représentations féminines.<sup>221</sup>

Collectivement et si l'on additionne les parlementaires de la Chambre haute, ou du Sénat, et de la Chambre basse ou Chambre unique, la représentation des femmes dans les parlements nationaux des pays européens membres de l'OSCE s'élève à 28,5 %<sup>222</sup>. Ce chiffre passe à 27,4 % si l'on exclut les pays nordiques. Il s'agit d'une légèrement augmentation par rapport à la période visée par le dernier rapport.

## CONCLUSION

---

Dans tous les domaines de son travail, l'OSCE bénéficierait – tout comme les populations des États membres – d'un recours accru à l'intégration des questions de genre et à l'analyse intersectionnelle. La participation des jeunes de divers milieux aux travaux de l'OSCE permettrait de cerner un ensemble plus vaste de besoins en matière de sécurité et offrirait diverses perspectives sur la façon de les aborder le plus efficacement possible. Le processus de sélection du groupe principal d'experts pour *#Perspectives 2030: Youth Fostering Security across the OSCE* (promotion du rôle des jeunes dans les programmes de sécurité de l'OSCE), qui « élaborera une vision de la sécurité et de la coopération en Europe, en Eurasie et en Amérique du Nord », constitue une excellente occasion pour l'OSCE de démontrer son engagement à faire entendre la voix des jeunes<sup>223</sup>. Il serait également avantageux de modifier le plan d'action sur la promotion de l'égalité des sexes de 2004 afin de mieux tenir compte des objectifs des jeunes et d'élaborer un guide des pratiques exemplaires relatives à l'analyse intersectionnelle et à l'intégration des questions de genre.

Il importe surtout que l'OSCE et ses États membres s'attaquent aux stéréotypes négatifs concernant les jeunes et aux conceptions culturelles néfastes de la masculinité qui conduisent à la désillusion à l'égard des systèmes existants, à la violence et aux conflits. Les parlementaires ont une grande influence sur la société. Nous devons être des modèles et préconiser des programmes qui remettent en question les stéréotypes préjudiciables et promeuvent les identités masculines qui favorisent l'égalité des sexes. Ce travail de transformation peut constituer la base de nos autres travaux en vue de faire en sorte que la région de l'OSCE soit une région de paix et de sécurité pour tous.

---

<sup>221</sup> Voir le tableau 17 en annexe.

<sup>222</sup> Voir le tableau 18 en annexe.

<sup>223</sup> OSCE, [Perspectives #2030](#) [TRADUCTION].

## ANNEXES

Tableau 1

<b>Répartition des employés par poste à l'OSCE en 2017, sans l'effectif de la MSO</b>				
<b>Catégorie</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>	<b>% de femmes</b>
Employés des services généraux	622	534	1 156	46 %
Professionnels	416	402	818	49 %
Haute direction	49	22	71	31 %
<b>Total</b>	<b>1 087</b>	<b>958</b>	<b>2 045</b>	<b>47 %</b>
<b>Répartition des employés par poste à l'OSCE en 2018, sans l'effectif de la MSO</b>				
<b>Catégorie</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>	<b>% de femmes</b>
Employés des services généraux	670	610	1 280	47,6 %
Professionnels	466	472	938	50,3 %
Haute direction	51	19	70	27 %
<b>Total</b>	<b>1 187</b>	<b>1 101</b>	<b>2 288</b>	<b>48 %</b>

Remarque : Chiffres du 29 décembre 2017 et du 1<sup>er</sup> décembre 2018 respectivement.

Tableau 2

<b>Répartition des employés par poste à l'OSCE en 2018, sans l'effectif de la MSO</b>				
<b>Catégorie</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>	<b>% de femmes</b>
Employés des services généraux	862	793	1 655	47,9 %

Professionnels	1 170	667	1 837	36,3 %
Haute direction	65	22	87	25,3 %
<b>Total</b>	<b>2 097</b>	<b>1 482</b>	<b>3 579</b>	<b>41,4 %</b>

Remarque : Chiffres du 1<sup>er</sup> décembre 2018.

**Tableau 3**

<b>Répartition des employés par poste au Secrétariat, dans les institutions et dans les opérations de terrain en 2018, incluant l'effectif de la MSO</b>				
<b>Employés du Secrétariat et des institutions</b>				
<b>Catégorie</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>	<b>% de femmes</b>
Employés des services généraux	103	194	297	65,3 %
Professionnels	145	131	276	47,5 %
Haute direction	25	11	36	30,5 %
<b>Total</b>	<b>273</b>	<b>336</b>	<b>609</b>	<b>55,2 %</b>
<b>Employés des opérations de terrain</b>				
<b>Catégorie</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>	<b>% de femmes</b>
Employés des services généraux	759	599	1 358	44,1 %
Professionnels	1 025	536	1 561	34,3 %
Haute direction	40	11	51	21,5 %
<b>Total</b>	<b>1 824</b>	<b>1 146</b>	<b>2 970</b>	<b>38,6 %</b>

Remarque : Chiffres du 1<sup>er</sup> décembre 2018.

**Tableau 4**

**Répartition des employés par poste au Secrétariat de l'OSCE en 2018**

Catégorie	G1-G7	G (%)	P N	S	S (%)	P1-P5	D 1	D 2	Chef de l'inst .	P+ (%)	Total	Total (%)
Femmes	129	63,2 %	1	31	49,2 %	70	2	0	0	53,4	233	58,4 %
Hommes	75	36,8 %	0	32	50,8 %	54	3	1	1	47,6	166	41,6 %
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>100 %</b>	<b>1</b>	<b>63</b>	<b>100 %</b>	<b>124</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>100 %</b>	<b>399</b>	<b>100 %</b>

Remarque : Chiffres du 1<sup>er</sup> décembre 2018.

**Tableau 5**

<b>Répartition des employés par poste au Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme en 2018</b>												
Catégorie	G1-G7	G (%)	S	S (%)	P1-P5	D1	D2	Chef de l'inst.	P+ (%)	Total	Total (%)	
Femmes	54	68,3 %	9	60 %	29	1	0	1	44,3 %	94	57,3 %	
Hommes	25	31,6 %	6	40 %	39	0	0	0	55,7 %	70	42,7 %	
<b>Total</b>	<b>79</b>	<b>100 %</b>	<b>15</b>	<b>100%</b>	<b>68</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>100 %</b>	<b>164</b>	<b>100 %</b>	

Remarque : Chiffres du 1<sup>er</sup> décembre 2018.

**Tableau 6**

<b>Répartition des employés par poste au Bureau du Haut-commissariat pour les minorités nationales en 2018</b>												
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Catégorie	G1-G7	G (%)	P N	S	S (%)	P1-P5	D1	D2	Chef de l'inst.	P+ (%)	Total	Total (%)
Femmes	8	80 %	2	2	66,7 %	5	0	0	0	33,3 %	17	54,8 %
Hommes	2	10 %	1	1	33,3 %	8	1	0	1	66,7 %	14	45,2 %
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>100 %</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>100 %</b>	<b>13</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>100 %</b>	<b>31</b>	<b>100 %</b>

Remarque : Chiffres du 1<sup>er</sup> décembre 2018.

**Tableau 7**

Répartition des employés par poste au Bureau du représentant pour la liberté des médias en 2018											
Catégorie	G1-G7	G (%)	S	S (%)	P1-P5	D1	D2	Chef de l'inst.	P+ (%)	Total	Total (%)
Femmes	3	75 %	4	80 %	1	0	0	0	16,7 %	8	53,3 %
Hommes	1	25 %	1	20 %	3	1	0	1	83,3 %	7	46,7 %
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>100 %</b>	<b>5</b>	<b>100 %</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>100 %</b>	<b>15</b>	<b>100 %</b>

Remarque : Chiffres du 1<sup>er</sup> décembre 2018.

**Tableau 8**

Pays procédant à des détachements	Femmes (%)	Hommes	Femmes	Total des employés détachés
Albanie	23 %	10	3	13
Allemagne	47 %	35	31	66
États-Unis	35 %	67	36	103
Arménie	50 %	3	3	6

Autriche	33,3 %	16	8	24
Lituanie	25 %	3	1	4
Bélarus	10 %	9	1	10
Belgique	0 %	1	0	1
Bosnie-Herzégovine	21,2	52	14	66
Bulgarie	24 %	38	12	50
Canada	25,6 %	32	11	43
Croatie	35,7 %	9	5	14
Danemark	22,2 %	7	2	9
Espagne	47,8 %	12	11	23
Estonie	0 %	4	0	4
Finlande	33,3 %	18	9	27
France	45,8 %	13	11	24
Géorgie	48,4 %	16	15	31
Royaume-Uni	18,3 %	67	15	82
Grèce	16 %	21	4	25
Hongrie	9,6 %	28	3	31
Irlande	15 %	17	3	20
Islande	100 %	0	2	2
Italie	36,1 %	46	26	72
Kazakhstan	22,2 %	7	2	9
Kirghizistan	17,8 %	23	5	28
Lettonie	25 %	6	2	8

L'ancienne république yougoslave de Macédoine	31,2 %	33	15	48
Lituanie	0 %	2	0	2
Moldavie	12,7 %	48	7	55
Monténégro	25 %	3	1	4
Norvège	43,5 %	13	10	23
Pays-Bas	33,3 %	6	3	9
Pologne	22,9 %	37	11	48
Portugal	25 %	3	1	4
Roumanie	5,5 %	34	2	36
Fédération de Russie	3,9 %	49	2	51
Serbie	26,3 %	14	5	19
Slovaquie	16,6 %	15	3	18
Slovénie	0 %	1	0	1
Suède	35 %	26	14	40
Suisse	40 %	9	6	15
Tadjikistan	47 %	9	8	17
République tchèque	5 %	19	1	20
Turquie	0 %	17	0	17
Ukraine	0 %	2	0	2
<b>Total général</b>	<b>26,5 %</b>	<b>900</b>	<b>324</b>	<b>1 224</b>

Remarque : Chiffres du 31 décembre 2018.

**Tableau 9**

**Équilibre entre les sexes chez les employés dans les opérations de terrain de l'OSCE en 2018**

Opérations de terrain	Femmes	(%)	Hommes	(%)	Total
Présence de l'OSCE en Albanie	48	58,5 %	34	41,5 %	82
Centre de l'OSCE à Achgabat	13	44,8 %	16	55,2 %	29
Bureau de programme de l'OSCE à Nur-Sultan	14	51,8 %	13	48,2 %	27
Centre de l'OSCE à Bichkek	44	52,4 %	40	47,6 %	84
Mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine	166	51 %	160	49 %	326
Mission de l'OSCE au Kosovo	156	34 %	302	66 %	458
Mission de l'OSCE en Moldavie	28	56 %	22	44 %	50
Mission de l'OSCE au Monténégro	19	61,3 %	12	38,7%	31
Mission de l'OSCE en Serbie	70	51,5 %	66	48,5 %	136
Bureau de programme de l'OSCE à Douchanbé	66	42 %	91	58 %	157
Mission de l'OSCE à Skopje	65	43,6 %	84	56,4 %	149
Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ukraine	55	65,5 %	29	34,5 %	84
Mission d'observation de l'OSCE aux deux points de contrôle russes	5	23,8 %	16	76,2%	21
Coordonnateur de projet de l'OSCE en Ouzbékistan	12	42,8 %	16	57,2 %	28
Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine	381	29,5%	910	70,5%	1 291
Repr. pers. du président en exercice pour le conflit dont est saisie la Conférence de Minsk	4	23,5 %	13	76,5 %	17
<b>Total général</b>	<b>1 146</b>	<b>38,6 %</b>	<b>1 824</b>	<b>61,4 %</b>	<b>2 970</b>

Remarque : Chiffres du 1<sup>er</sup> décembre 2018.

Tableau 10

<b>Répartition des employés par poste dans les opérations de terrain</b>				
<b>Catégorie</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>	<b>Femmes (%)</b>
Employés des services généraux	759	599	1 358	44,1 %
Professionnels	1 025	536	1 561	34,3%
Haute direction	40	11	51	21,5 %
<b>Total</b>	<b>1 824</b>	<b>1 146</b>	<b>2 970</b>	<b>38,6 %</b>

Remarque : Données du 1<sup>er</sup> décembre 2018. Veuillez noter que des membres du personnel de la haute direction sont inclus.

Tableau 11

**Équilibre entre les sexes chez les ambassadeurs et représentants permanents de l'OSCE au Conseil permanent de l'OSCE, par pays**

<b>État membre</b>	<b>États membres comptant un ambassadeur/représentant permanent</b>	<b>États membres comptant une ambassadrice/représentante permanente</b>
<b>Albanie</b>	1	0
<b>Allemagne</b>	1	0
<b>États-Unis</b>	1	0
<b>Arménie</b>	1	0

<b>Autriche</b>	1	0
<b>Azerbaïdjan</b>	1	0
<b>Bélarus</b>	0	1
<b>Belgique</b>	1	0
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	1	0
<b>Bulgarie</b>	1	0
<b>Canada</b>	0	1
<b>Chypre</b>	0	1
<b>Croatie</b>	0	1
<b>Danemark</b>	1	0
<b>Espagne</b>	1	0
<b>Finlande</b>	0	1
<b>Estonie</b>	0	1
<b>France</b>	0	1

<b>Géorgie</b>	1	0
<b>Royaume-Uni</b>	1	0
<b>Grèce</b>	1	0
<b>Hongrie</b>	1	0
<b>Irlande</b>	1	0
<b>Islande</b>	1	0
<b>Italie</b>	1	0
<b>Kazakhstan</b>	1	0
<b>Kirghizistan</b>	1	0
<b>Lettonie</b>	1	0
<b>L'ancienne république yougoslave Macédoine</b> de	1	0
<b>Liechtenstein</b>	0	1
<b>Lituanie</b>	1	0

<b>Luxembourg</b>	1	0
<b>Malte</b>	0	1
<b>Moldavie</b>	1	0
<b>Monaco</b>	0	1
<b>Mongolie</b>	0	1
<b>Monténégro</b>	1	0
<b>Norvège</b>	1	0
<b>Ouzbékistan</b>	1	0
<b>Pays-Bas</b>	1	0
<b>Pologne</b>	1	0
<b>Portugal</b>	1	0
<b>Roumanie</b>	1	0
<b>UE</b>	1	0

<b>Fédération Russie</b>	<b>de</b>	1	0
<b>Saint-Marin</b>		0	1
<b>Vatican</b>		1	0
<b>Serbie</b>		1	0
<b>Slovaquie</b>		1	0
<b>Slovénie</b>		1	0
<b>Suède</b>		0	1
<b>Suisse</b>		1	0
<b>Tadjikistan</b>		1	0
<b>République tchèque</b>		1	0
<b>Turkménistan</b>		1	0
<b>Turquie</b>		1	0
<b>Ukraine</b>		1	0

<b>Afghanistan (partenaire pour la coopération)</b>	0	1
<b>Australie (partenaire pour la coopération)</b>	1	0
<b>Japon (partenaire pour la coopération)</b>	1	0
<b>République de Corée (partenaire pour la coopération)</b>	1	0
<b>Thaïlande (partenaire pour la coopération)</b>	0	1
<b>Algérie (partenaire pour la coopération)</b>	0	1
<b>Égypte (partenaire pour la coopération)</b>	1	0
<b>Israël (partenaire pour la coopération)</b>	0	1
<b>Jordanie (partenaire pour la coopération)</b>	1	0
<b>Maroc (partenaire pour la coopération)</b>	1	0

<b>Tunisie (partenaire pour la coopération)</b>	1	0
<b>AP OSCE</b>	1	0
<b>Total général</b>	<b>52 (75,4 %)</b>	<b>17 (24,6%)</b>

Remarque : Chiffres du 1<sup>er</sup> décembre 2018. Veuillez noter que la délégation d'Andorre n'a pas d'ambassadeur/représentant permanent au Conseil permanent de l'OSCE.

Tableau 12

<b>Assemblée parlementaire de l'OSCE en date de juin 2019</b>					
<b>Catégorie</b>	<b>Femmes</b>	<b>(%)</b>	<b>Hommes</b>	<b>(%)</b>	<b>Total</b>
Membres de l'AP OSCE	85	27 %	233	73 %	318
Membres remplaçants de l'AP OSCE	28	17 %	136	83 %	164
Secrétaires de l'AP OSCE	49	64 %	28	36 %	77
Employés de l'AP OSCE	6	30 %	14	70 %	20
<b>Total</b>	<b>168</b>	<b>29 %</b>	<b>411</b>	<b>71 %</b>	<b>579</b>

Tableau 13

<b>Équilibre entre les sexes chez les membres du Bureau en juin 2019 (sans le président émérite)</b>			
<b>Catégorie</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
Président	0	1	1
Vice-présidents	3	6	9
Trésorier	1	0	1

Président émérite	0	1	1
Première commission	1	2	3
Deuxième commission	2	1	3
Troisième commission	1	2	3
<b>Total général</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>21</b>

Tableau 14

Participation des parlementaires aux sessions annuelles de l'AP OSCE (2010-2019)										
Catégorie	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Femmes	50	55	61	67	74	63	75	60	79	88
Hommes	186	169	185	178	180	182	205	173	202	203
Femmes (%)	21	24,5	25	27	29	25,7	26,8	27,5	28	30,2
<b>Total</b>	<b>236</b>	<b>224</b>	<b>246</b>	<b>245</b>	<b>254</b>	<b>245</b>	<b>280</b>	<b>233</b>	<b>281</b>	<b>291</b>

Remarque : Les membres et les membres remplaçants des délégations sont inclus dans les calculs, mais pas le personnel des délégations, les secrétariats de l'AP OSCE et de l'OSCE, les observateurs, les invités, les organisations parlementaires internationales et les Partenaires pour la coopération.

Tableau 15

Participation des parlementaires aux réunions d'hiver de l'AP OSCE (2010-2019)										
Catégorie	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Femmes	49	58	60	50	64	61	58	53	59	62
Hommes	174	172	180	159	151	157	186	174	174	174

% de femmes	22	25	25	24	30	27,9	23,7	23,3	25,3	26,3
<b>Total général</b>	<b>223</b>	<b>230</b>	<b>240</b>	<b>209</b>	<b>215</b>	<b>218</b>	<b>244</b>	<b>227</b>	<b>233</b>	<b>236</b>

Remarque : Les membres et les membres remplaçants des délégations sont inclus dans les calculs, mais pas le personnel des délégations, les secrétariats de l'AP OSCE et de l'OSCE, les observateurs, les invités, les organisations parlementaires internationales et les Partenaires pour la coopération.

Tableau 16

<b>Missions d'observation électorale de l'AP OSCE (2018-2019)</b>			
<b>Élections observées</b>	<b>Députés</b>	<b>Femmes</b>	<b>Femmes (%)</b>
Élections parlementaires, Italie (04.03.2018)	30	10	33,3 %
Élections présidentielles, Russie (18.03.2018)	83	21	25,3 %
Élections présidentielles, Azerbaïdjan (11.04.2018)	36	8	22,2 %
Élections présidentielles et parlementaires, Turquie (24.06.2018)	54	17	31,5 %
Élections générales, Bosnie-Herzégovine (07.10.2018)	19	1	5,2 %
Élections présidentielles (1 <sup>er</sup> tour), Géorgie (28.10.2018)	43	9	21 %
Élections à mi-mandat, États-Unis d'Amérique (06.11.2018)	69	14	20,3 %
Élections présidentielles (2 <sup>e</sup> tour), Géorgie (28.11.2018)	5	2	40 %
Élections parlementaires, Arménie (09.12.2018)	34	11	32,3 %
Élections parlementaires, Moldavie ( 24.02.2019)	36	7	19,4 %
Élections présidentielles (1 <sup>er</sup> tour), Ukraine (31.03.2019)	86	24	27,9 %
Élections présidentielles (2 <sup>e</sup> tour), Ukraine (21.04.2019)	26	5	19,2 %
Élections présidentielles (1 <sup>er</sup> tour), Macédoine du Nord (21.04. 2019)	31	11	35,5 %

Élections présidentielles (2 <sup>e</sup> tour), Macédoine du Nord (06.05.2019)	11	5	45,5 %
Élections présidentielles, Kazakhstan (09.06.2019)	50	10	20 %
<b>Total</b>	<b>613</b>	<b>155</b>	<b>25,3 %</b>

Remarque : Chiffres de juin 2019; calculs incluant les chefs des délégations AP OSCE, les coordonnateurs spéciaux des missions d'observation et les membres des délégations.

**Tableau 17**  
**Femmes parlementaires dans les pays de l'OSCE**

Rang mondial	Pays	Chambre basse ou unique			Chambre haute ou sénat			Membres des délégations à l'AP OSCE		
		Sièges	Femmes	%	Sièges	Femmes	%	Membres	Femmes	%
5	Suède	349	165	47,3 %	---	---	---	16	7	43,7 %
12	Finlande	200	83	41,5 %	---	---	---	12	5	41,6 %
13	Espagne	350	144	41,1 %	266	98	36,8 %	8	2	25 %
14	Norvège	169	69	40,8 %	---	---	---	12	6	50 %
17	France	577	229	39,7 %	348	112	32,2 %	13	3	23 %
21	Macédoine du Nord	120	46	38,3 %	---	---	---	6	1	16,6 %
22	Islande	63	24	38,1 %	---	---	---	6	1	16,6 %
23	Belgique	150	57	38,0 %	60	26	43,3 %	13	6	46,1 %
25	Serbie	247	93	37,7 %	---	---	---	8	3	37,5 %

26	Danemark	179	67	37,4 %	---	---	---	12	2	16,6 %
27	Autriche	183	68	37,2 %	61	22	36,1 %	6	2	33,3 %
31	Italie	630	225	35,7 %	320	110	34,4 %	12	1	8,3 %
"	Portugal	230	82	35,7 %	---	---	---	8	4	50 %
34	Bélarus	110	38	34,5 %	56	17	30,4 %	12	3	25 %
35	Monaco	24	8	33,3 %	---	---	---	3	1	33,3 %
37	Suisse	200	65	32,5 %	46	7	15,2 %	8	1	12,5 %
38	Andorre	28	9	32,1 %	---	---	---	4	1	25 %
39	Royaume-Uni	650	208	32,0 %	789	208	26,4 %	25	3	12 %
42	Pays-Bas	150	47	31,3 %	75	27	36,0 %	14	5	35,7 %
"	Lettonie	100	31	31,0 %	---	---	---	3	1	33,3 %
47	Allemagne	709	219	30,9 %	69	27	39,1 %	26	11	42,3 %
53	Albanie	140	41	29,3 %	---	---	---	3	1	33,3 %
55	Pologne	460	134	29,1 %	100	14	14,0%	16	4	25 %
56	Estonie	101	29	28,7 %	---	---	---	6	2	33,3 %
60	Kazakhstan	107	29	27,1 %	47	5	10,6 %	12	3	25 %
61	Canada	334	90	26,9 %	105	49	46,7 %	10	3	30 %

66	Bulgarie	240	62	25,8 %	---	---	---	10	4	40 %
69	Luxembourg	60	15	25,0 %	---	---	---	10	1	10 %
70	Saint-Marin	60	15	25,0 %	---	---	---	3	1	33,3 %
71	Turkménistan	124	31	25,0 %	---	---	---	6	2	33,3 %
73	Slovénie	90	22	24,4 %	40	4	10,0 %	6	1	16,6 %
75	Arménie	132	32	24,2 %	---	---	---	6	3	50 %
77	États-Unis d'Amérique	433	102	23,6 %	100	25	25,0 %	23	3	13 %
78	Monténégro	81	19	23,5 %	---	---	---	5	1	20 %
82	République de Moldavie	101	23	22,8 %	---	---	---	6	0	0 %
84	République tchèque	200	45	22,5 %	81	13	16,0 %	8	1	12,5 %
86	Irlande	158	35	22,2 %	60	18	30,0 %	7	1	14,3 %
91	Bosnie-Herzégovine	42	9	21,4 %	15	2	13,3 %	3	1	33,3 %
92	Lituanie	141	30	21,3 %	---	---	---	5	2	40 %
96	Roumanie	329	68	20,7 %	136	19	14,0 %	14	1	7,1 %
97	Croatie	151	31	20,5 %	---	---	---	6	1	16,6 %
104	Slovaquie	150	30	20,0 %	---	---	---	8	2	25 %
107	Kirghizistan	120	23	19,2 %	---	---	---	6	1	16,6 %

110	Tadjikistan	63	12	19,0 %	32	7	21,9 %	6	2	33,3 %
112	Grèce	300	56	18,7 %	---	---	---	9	4	44,4 %
116	Chypre	56	10	17,9 %	---	---	---	4	1	25 %
119	Turquie	596	104	17,4 %	---	---	---	8	1	12,5 %
120	Mongolie	76	13	17,1 %	---	---	---	6	1	16,6 %
123	Azerbaïdjan	119	20	16,8 %	---	---	---	6	2	33,3 %
129	Ouzbékistan	150	24	16,0 %	100	17	17,0 %	6	2	33,3 %
130	Fédération de Russie	450	71	15,8 %	170	31	18,2 %	15	2	13,3 %
138	Géorgie	149	22	14,8 %	---	---	---	6	1	16,6 %
148	Hongrie	199	25	12,6 %	---	---	---	6	2	33,3 %
153	Liechtenstein	25	3	12,0 %	---	---	---	4	2	50 %
154	Malte	67	8	11,9 %	---	---	---	6	1	16,6 %
156	Ukraine	423	49	11,6 %	---	---	---	14	5	35,7 %

Remarque : Les chiffres indiquent le nombre de sièges occupés au Parlement. Le Vatican envoie un délégué comme invité d'honneur.

Source : Union interparlementaire, Les femmes dans les parlements nationaux (état de la situation le 1<sup>er</sup> février 2019).

**Tableau 18**

<b>Les femmes dans les parlements des pays de l'OSCE, moyenne régionale</b>			
<b>Catégorie</b>	<b>Chambre unique ou chambre basse</b>	<b>Chambre haute ou sénat</b>	<b>Deux chambres combinées</b>
Europe – Pays membres de l'OSCE, y compris les pays nordiques	28,6 %	28,0 %	28,5 %
Europe – Pays membres de l'OSCE, pays nordiques exclus	27,2 %	28,0 %	27,4 %

Source : Union interparlementaire, *Les femmes dans les parlements nationaux : Moyennes régionales* (situation le 1<sup>er</sup> février 2019).